

## Zehnte Sitzung – Dixième séance

Montag, 30. September 1991, Nachmittag  
Lundi 30 septembre 1991, après-midi

14.30 h

Vorsitz – Présidence: Herr Bremi

## Fragestunde – Heure des questions

### Question 47:

#### Aguet. Westsahara-Konflikt Conflit du Sahara occidental

*Le compte à rebours a commencé au Sahara occidental. Les troupes de maintien de la paix de la Minurso s'installent progressivement. Un fragile cessez-le-feu a commencé le 6 septembre. La situation s'avère bien plus difficile qu'en Namibie. Il est possible que de nouveaux retards en résultent. Il faut saluer la participation de la Suisse à cette opération de maintien de la paix. Elle envoie une unité médicale qui rencontre aussi des difficultés. Les moyens de l'ONU sont limités et probablement insuffisants. Le Conseil fédéral serait-il prêt à intervenir pour que soit donné la possibilité à des observateurs internationaux des parlements ou des ONG de suivre le processus sur place comme le demande une résolution votée en septembre par le Parlement européen?*

M. Felber, conseiller fédéral: L'observation par des parlementaires et par les organisations non gouvernementales du déroulement de référendums organisés par les Nations Unies n'est pas une chose nouvelle. L'opération GANUPT, en Namibie par exemple, à laquelle la Suisse a également participé avec une unité sanitaire, a aussi été encadrée de cette façon. La condition indispensable à ce genre d'action complémentaire, tout comme aux opérations de maintien de la paix elle-même, est évidemment l'accord des parties en présence. C'est précisément ce principe aussi qui assure la compatibilité des actions de l'ONU avec notre politique de neutralité traditionnelle.

En l'occurrence, l'accord des parties manque du côté du Maroc. Le ministre d'Etat marocain chargé des affaires étrangères et de la coopération a récemment, lors d'une conférence de presse, justifié le refus marocain pour la participation d'observateurs parlementaires et d'ONG, en argumentant que ce serait porter atteinte à la crédibilité et à la capacité de la Minurso de remplir son mandat. La pratique du Maroc est de renvoyer à la compétence exclusive de l'ONU pour l'exécution du plan référendaire, que ce soit vis-à-vis d'initiatives émanant de gouvernements, comme celle que vous souhaitez, d'individus ou d'organisations non gouvernementales.

Le plan de l'ONU ne prévoit pas la participation d'observateurs des parlements ou d'ONG, comme le demande notamment le Parlement européen, dans sa récente résolution. Outre les 285 observateurs électoraux qui seront mis à disposition par différents Etats, sur demande de l'ONU, le plan stipule en revanche la présence d'observateurs de l'OUA (Organisation de l'unité africaine), des pays voisins (l'Algérie et la Mauritanie) et des parties, c'est-à-dire le Maroc et les Saharouis. Cela étant, le plan namibien ne prévoyait pas davantage la présence d'observateurs parlementaires ou d'ONG qui, finalement, ont été nombreux en Namibie.

La Suisse doit donc veiller à sauvegarder toutes les chances, tant de l'unité médicale suisse que de l'ambassadeur Manz, représentant spécial du secrétaire général pour la Minurso, afin qu'ils remplissent avec succès leurs mandats au service

de la communauté internationale. L'ONU, qui nous a confié ces mandats, a droit à un appui loyal de notre part dans leur exécution, et cela – nous avons pris les contacts nécessaires – exige de la Suisse de s'abstenir de toute action pouvant servir de prétexte aux parties en conflit de retirer leur soutien au processus référendaire.

Le Conseil fédéral comprend parfaitement les motifs très valables de M. Aguet. Je dois néanmoins constater que l'initiative suisse, dans le sens souhaité, risquerait d'entraîner des effets négatifs et en tout cas de ne pas produire les résultats escomptés. Nous pouvons le regretter, mais nous sommes malheureusement soumis à cet impératif.

### Question 48:

#### Aubry. Transplantation von Bauchspeicheldrüse und Nieren

##### Transplantation conjuguée du pancréas et des reins

*Une réponse erronée a été donnée à une question ordinaire (90.1093) que j'avais faite en juin 1990, demandant que l'on prenne en considération et en charge une intervention conjuguée du pancréas et des reins plutôt que deux opérations. La Faculté spécialisée dans ce genre d'opérations – qui ont un succès évident – s'est élevée contre la décision négative de la commission des prestations.*

*A la suite d'une prise de position des spécialistes suisses des transplantations qui soulignent la mise en danger du patient par deux opérations suivies et surtout les excellents résultats obtenus, le Conseil fédéral est-il d'avis que cette commission doit absolument revoir sa position?*

*D'autre part, cette commission ne devrait-elle pas être composée de spécialistes connaissant les dernières technologies en la matière?*

M. Cotti, président de la Confédération: En 1989, la commission préposée à l'introduction des nouvelles prestations dans le secteur des caisses-maladie avait refusé d'admettre les transplantations du pancréas uniquement, raison pour laquelle elle avait autorisé la poursuite des études pour parvenir, à la suite des nouvelles connaissances scientifiques et surtout de la nouvelle pratique, à des conclusions précises. La question donc de la prise en charge des transplantations, soit du pancréas seul, soit du pancréas et des reins, est à l'étude, à la demande et avec l'aide des spécialistes suisses des transplantations et du diabète. Les décisions finales ne seront prises qu'avec la considération de l'avis des plus grands spécialistes du pays. La décision devrait être prise par la Commission fédérale des prestations en 1992, à condition, bien sûr, que les travaux d'évaluation concernant les conditions suisses, soient suffisamment avancés. L'expérience reste dans notre pays, encore très limitée et les résultats complets ne sont pas encore définitivement connus. C'est la raison pour laquelle l'Office fédéral étend aussi ses évaluations aux résultats acquis dans d'autres pays. La transplantation simultanée reins-pancréas présente vraisemblablement de meilleurs résultats, et sa morbidité et sa létalité sont proportionnellement moindres qu'en cas de transplantation isolée. Je tiens à dire à Mme Aubry que toutes ces données sont livrées sur la base des connaissances actuelles et – je le répète – que les études en la matière se poursuivent.

### Frage 49:

#### Leutenegger Oberholzer. Umweltbericht EG

##### Rapport sur l'environnement dans le cadre de l'intégration européenne

*Der Nationalrat hat ein Postulat überwiesen, das einen Bericht zu den ökologischen Auswirkungen der europäischen Integration verlangt. Anlässlich einer TV-Sendung «Café Fédéral» im Juni hat Bundesrat Ogi zugesichert, der Umweltbericht sei unterwegs. Wann kann mit einer Veröffentlichung der Untersuchung gerechnet werden?*

Bundespräsident Cotti: Sie kennen, Frau Leutenegger Oberholzer, den Umweltbericht 1990, der vor wenigen Tagen auch allen Parlamentariern zugestellt worden ist. Er informiert über

den Zustand der Umwelt in der Schweiz, über die bereits getroffenen und noch geplanten Massnahmen.

Die Botschaft zu einem allfälligen Beitritt der Schweiz zum EWR, welche gegenwärtig ausgearbeitet wird, wird – wenn sie überhaupt präsentiert wird – neben einer kurzen, generellen Würdigung des EWR-Vertrags und der Umweltgesichtspunkte auch eine Analyse der verschiedenen normativen Regelungen im Umweltbereich enthalten, also gleichsam eine allgemeine Einführung in die Konsequenzen des EWR auf die Umwelt und die punktuellen Konsequenzen der einzelnen Massnahmen. Ueber gewisse Bereiche sind wir – wie Sie wissen – in den Verhandlungen noch mitten in der Diskussion. Es gibt eine Reihe von Problemen, die noch nicht zu einer Lösung gekommen sind, geschweige denn zu einer befriedigenden Lösung. Sie sind noch Gegenstand der Verhandlungen in Brüssel.

**Frau Leutenegger Oberholzer:** In bezug auf die wirtschaftliche Integration hat der Bundesrat eine ausführliche Analyse erstellen lassen. Der Nationalrat hat am 23. Juni 1989 mit einem Postulat das gleiche für die ökologischen Folgen der europäischen Integration verlangt.

Bundesrat Ogi hatte im Juni 1991 in der Sendung «Café fédéral» zugesichert, dass eine derartige Untersuchung in Auftrag gegeben worden sei. Ich möchte nun gerne wissen, wann dieser detaillierte Bericht im einzelnen vorliegt und wer damit beauftragt worden ist.

**Bundespräsident Cotti:** Nach unserer heutigen Auffassung, Frau Leutenegger Oberholzer, sollte der allgemeine Teil der EWR-Botschaft diese Problematik als Konsequenz des EWR – ich wiederhole nochmals: nicht nur der punktuell im EWR vorgesehenen Normen, sondern aller Folgen; ich denke an die wirtschaftliche Entwicklung, die natürlich gewisse Folgen auf die Umwelt hat – enthalten.

Sie denken, wenn ich Sie recht verstehe, an einen anderen Bericht, an einen separaten Bericht. Wir wollen das noch einmal prüfen, aber wir glauben, das könne durchaus Gegenstand dieses allgemeinen Berichtes sein.

**Frau Leutenegger Oberholzer:** Ich gebe eine persönliche Erklärung ab: Herr Bundesrat, Sie haben den Auftrag des Parlaments – er ist vor zwei Jahren erteilt worden –, einen Bericht in bezug auf die Auswirkungen des Integrationsprozesses auf die Oekologie erstellen zu lassen.

#### Frage 50:

#### **Tschuppert. Einmischung der Verwaltung in parlamentarische Aufgaben**

#### **Ingérence de l'administration dans l'activité parlementaire**

*Erachtet es der Bundesrat als unproblematisch und mit dem Prinzip der Gewaltenteilung vereinbar, wenn das Bundesamt für Sozialversicherung über Ratsmitglieder mit ausformulierten Anträgen im Ratsplenum direkt in die Arbeiten der vorberatenden Kommission für die 10. AHV-Revision eingreift, um in Vornahme von deren Beschlüssen und unter Umgehung des ordentlichen parlamentarischen Verfahrens die 10. AHV-Revision zu präjudizieren?*

**Bundespräsident Cotti:** Dem Bundesrat, Herr Tschuppert, scheint es selbstverständlich, dass Parlamentarier in einem sie interessierenden Geschäft auch die Mithilfe der Verwaltung bei der Formulierung von Anträgen oder parlamentarischen Vorstössen in Anspruch nehmen können. Und diese Fälle sind gerade beim BSV zahlreich. Dabei versteht es sich von selbst, dass die Verwaltung alle Parlamentarier gleich behandeln muss und dass bei aller logistischen Unterstützung die Verantwortung des einzelnen Antrages selbstverständlich weiterhin beim Parlamentarier bleibt. Es ist, wie gesagt, nur eine logistische Unterstützung.

Was das Bundesamt für Sozialversicherung anbetrifft, so versucht es nicht nur, die Entscheide der Kommission nicht zu torpedieren, sondern – diejenigen, die in den Kommissionen waren, wissen es; ich habe es hier auch zugesichert – es wird auch die Kommission in ihrer Suche nach einer allfälligen Splitting-Lösung voll und loyal unterstützen.

#### Frage 51:

#### **Ruf. Erwerb der vor dem Bundeshaus aufgestellten Helvetia-Statue**

#### **Statue de l'Helvetia placée devant le Palais fédéral. Acquisition par la Confédération**

*Die seit Beginn der Ausstellung «Expofédéral» vor dem Haupteingang des Parlamentsgebäudes stehende Helvetia-Statue ist in der Bevölkerung und bei Politikern überwiegend auf ein sehr positives Echo gestossen. Sowohl wegen ihrer staatspolitischen Symbolik als auch mit ihrer künstlerischen Erscheinung passt die Helvetia, die dem Bund von einer Privatperson vorübergehend geliehen wurde, ausgezeichnet zum Bundeshaus, zumal darin überraschenderweise bisher eine Darstellung der Landesmutter fehlt.*

*Ist der Bundesrat bereit, den Erwerb dieser Helvetia-Statue durch den Bund zu prüfen und sie gegebenenfalls an einem geeigneten Standort beim Bundeshaus (zum Beispiel am heutigen Standort oder auf dem Bundesplatz nach einer Neugestaltung) bzw. eventuell im Gebäude aufstellen zu lassen?*

**Bundespräsident Cotti:** Die Statue, die Sie erwähnen und die wir monatelang haben sehen können, ist, wie Sie wissen, Herr Ruf, von privater Seite geliehen worden. Sie weist – nicht nur nach Auffassung der Spezialisten; ich würde als Nichtspezialist auch zu diesem Schluss kommen – weder ikonographisch noch dimensionsmässig einen Zusammenhang mit der Architektur des Bundeshauses auf.

Für einen Standort auf dem Bundesplatz fehlen übrigens zurzeit auf alle Fälle die planerischen Voraussetzungen. Insbesondere – das muss noch hinzugefügt werden – wäre hier die Stadt Bern allein kompetent.

Der Bundesrat hat daher keinen Anlass, dieses ereignisbezogene Provisorium einer definitiven Lösung entgegenzuführen.

**Ruf:** Offenbar wissen Sie nicht alles, was in Ihrem Departement oder in Ihrem Hause – um damit den Bezug zum Bundeshaus herzustellen – passiert. Ich habe heute morgen die Information bekommen, dass das Amt für Bundesbauten offiziell den Eigentümer angefragt habe, ob er zum Verkauf bereit sei. Leider ist er das anscheinend nicht. Also sind die erfreulichen Bemühungen des Amtes für Bundesbauten bisher nicht erfolgreich. Aber immerhin hat man dort gemerkt, dass eigentlich die Helvetia, die Landesmutter, ins Bundeshaus oder zum Bundeshaus gehören würde, genauso wie der Wilhelm Tell oder die Stauffacherin.

Meine Zusatzfrage: Könnten nun nicht Anstrengungen unternommen werden, um diese Helvetia zu einer Dauerleihgabe hier im Hause oder um das Haus herum zu machen?

**Bundespräsident Cotti:** Aber nichts ändert an meiner persönlichen Auffassung: In keiner Weise kann diese Statue auf dem Bundesplatz integriert werden. Das ist meine persönliche Meinung.

#### Question 52:

#### **Gardiol. Zunahme der Sterblichkeit durch Krankheiten der Atemwege**

#### **Augmentation de la mortalité due aux maladies pulmonaires**

*L'association des assureurs annonce une augmentation de 32 pour cent entre 1989 et 1990 de la mortalité due aux maladies respiratoires. La grippe en est la grande responsable.*

*Comment l'OFFEP évalue-t-il cette situation et envisage-t-il de prendre des mesures? La résistance de la population aux affections pulmonaires est-elle en diminution? L'irritation due à un air chargé en ozone et autres polluants contribue-t-elle à cette sensibilisation?*

**M. Cotti, président de la Confédération:** Comme vous le dites, Madame Gardiol, l'hiver passé s'est distingué par une épidémie de grippe marquée. Bien sûr, ces épidémies de grippe peuvent apparaître indépendamment du taux de pollution atmosphérique. Cependant, nous savons que plusieurs études scientifiques effectuées au cours de ces dernières années ont démontré que le smog estival, et une forte pollution atmosphé-

rique en général, pouvaient provoquer une sensibilité accrue aux infections et aux allergies des voies respiratoires. En 1985, le Conseil fédéral a fixé des valeurs limites d'émissions contraignantes; on est en cours de réalisation pour atteindre les buts fixés. Vous connaissez les différents détails des mesures déjà prises et celles qui doivent encore l'être. Je ne veux pas m'exprimer dans le détail là-dessus.

**Frage 53:****Graf. Wachstum der Wohnbevölkerung  
Accroissement de la population résidante**

*Presseberichten zufolge soll die ausländische Wohnbevölkerung in der Schweiz im letzten Jahr um rund 70 000 Personen zugenommen haben. Gegenwärtig sollen 1,14 Millionen Ausländerinnen und Ausländer in der Schweiz wohnen (Saisonniers und Asylbewerber nicht mitgezählt).*

*Wie beurteilt der Bundesrat das rasante Wachstum der Wohnbevölkerung unter umweltpolitischen/ökologischen Gesichtspunkten?*

*Wie viele Menschen kann der Lebensraum Schweiz nach Auffassung des Bundesrats verkraften, ohne Schaden zu nehmen?*

Bundesrat **Koller**: Im Jahr 1990 hat die ausländische Wohnbevölkerung um nicht ganz 60 000 (nicht 70 000 Personen) zugenommen. Wie der Bundesrat in seiner Antwort zur Interpellation Leuenberger Moritz vom 6. März 1991 betreffend Wohnungsbedarf in den neunziger Jahren ausführte, sind gegenwärtig im Rahmen des Perspektivstabes der Bundesverwaltung Abklärungen über die Bevölkerungsentwicklung im Gange. Die Federführung hat das Bundesamt für Statistik. Die von Ihnen aufgeworfenen Fragen werden in diese Abklärungen mit einbezogen werden.

**Graf**: Meine Frage hat der Bundesrat überhaupt nicht beantwortet. Angesichts der nachgerade explosiven Stimmung in weiten Kreisen Bürger ist das für mich völlig unverständlich. Der Bundesrat muss endlich etwas tun.

Meine Zusatzfrage: Hält der Bundesrat ein Wachstum von jährlich 80 000 Menschen, davon 60 000 Ausländer, was etwa der Bevölkerung der Stadt Winterthur entspricht, für unser kleines Land für wünschbar und ökologisch noch tragbar?

Bundesrat **Koller**: Wenn ich Ihnen auf Ihre Frage zum Teil nicht direkt geantwortet habe, so deshalb, weil – wie ich sagte – all diese Fragen im genannten Perspektivstab zurzeit vertieft bearbeitet werden. Im übrigen ist Ihnen bekannt, dass die Entwicklung der ausländischen Wohnbevölkerung dem Bundesrat echte Sorge macht. Der Bundesrat hat übrigens auch schon sehr viele Massnahmen ergriffen; zum Teil – ich kann das bei der Beantwortung einer anderen Frage sagen – zeigen diese Massnahmen gerade im Asylbereich auch bereits eine erfreuliche Wirkung. Ich werde das bei der Beantwortung der Frage von Frau Bäumlin näher ausführen können.

Der Bundesrat ist der Meinung, dass wir aber gerade im Hinblick auf die europäische Integration auch eine verbesserte Einbürgerungspolitik betreiben müssen. Denn wir haben in unseren Verhandlungen mit der EG festgestellt, dass uns Vertreter anderer Staaten – wohl nicht ganz zu Unrecht – sagen, auch andere Länder hätten eine viel höhere Ausländerquote, wenn sie derartig restriktiv einbürgern würden wie wir. Also zur Bewältigung Ihres Problems wird ein ganzes Bündel von Massnahmen nötig sein.

**Question 54:****Rebeaud. Jugoslawische Arbeitskräfte  
Main-d'oeuvre yougoslave**

*Au malheur de vivre dans un pays en guerre, quelque 60 000 Yougoslaves au bénéfice d'un permis de saisonnier ou d'une autorisation de séjour de courte durée subiront le malheur supplémentaire de se voir privés de toute possibilité de revenir travailler en Suisse à l'échéance de leur autorisation actuelle – prolongée ou non. Cette décision du Conseil fédéral, prise au nom de la théorie des «trois cercles», met un pays européen proche de la Suisse, pourvoyeur traditionnel de travailleurs immigrés, au rang des pays du tiers monde. Elle va de surcroît*

*rompre des liens vivants qui s'étaient établis depuis des années entre de nombreuses entreprises suisses et des familles, des villages ou des villes yougoslaves. Le Conseil fédéral est prié de dire:*

*– en quoi ces travailleurs sont moins dignes de confiance du fait que le respect des droits de l'homme n'est pas assuré par leur gouvernement,*

*– si la mesure qui les frappe est provisoire ou définitive et, au cas où elle serait provisoire, dans quelles conditions elle pourrait être levée,*

*– s'il estime que la CEE attend de nous que nous rompions les relations naturelles qui s'étaient établies entre notre pays et la main-d'oeuvre yougoslave.*

**Question 55:****Longet. Jugoslawen in der Schweiz  
Séjour des Yougoslaves en Suisse**

*Le Conseil fédéral a fait savoir qu'il entendait prolonger le séjour des Croates qui se trouvent menacés par les affrontements qui se déroulent actuellement en Yougoslavie. Il ne s'est cependant pas prononcé expressément sur le sort des déserteurs de l'armée fédérale, qui sont passibles de la peine de mort, ainsi que de ceux qui risqueraient en cas de refoulement d'être enrôlés contre leur gré dans un conflit qui ne respecte pas les normes du droit international. C'est le cas en particulier de nombreux Albanais du Kosovo, province dont la Serbie a pris le contrôle par la force en 1989 et 1990. Le Conseil fédéral peut-il dire de quelle façon il entend protéger ces deux catégories de personnes qui sont elles aussi directement menacées dans la situation actuelle?*

**Frage 56:****Tschuppert. Jugoslawische Fremdarbeiter  
Main-d'oeuvre yougoslave**

*Ist die Absicht des Bundesrates, ersteinreisende Arbeitskräfte aus Jugoslawien bereits im Jahr 1992 nicht mehr zu bewilligen, nicht ein Schnellschuss?*

*Hat er die sehr schädlichen Konsequenzen für die Bauwirtschaft, den Tourismus und die Landwirtschaft, die heute ohnehin schwer zu kämpfen haben, wirklich gründlich überdacht?*

**Frage 57:****Fankhauser. Gastarbeiter aus Jugoslawien  
Main-d'oeuvre yougoslave**

*Der Entscheid des Bundesrates, Jugoslawien aus dem Kreis der bisherigen Rekrutierungsländer auszuschliessen, hat die Migrations- und Asylpolitik in eine Sackgasse geführt. Eine Ueberprüfung der Dreikreisethorie, übrigens in der Ratsberatung vom Juni umstritten, drängt sich auf.*

*Ist erstens der Bundesrat bereit, in Anbetracht der Krisensituation in Jugoslawien die Anwesenheit der bisher willkommenen Gastarbeiter so zu regeln, dass die bereits erteilten Saisonierbewilligungen in Aufenthaltsbewilligungen umgewandelt werden? Ist zweitens der Bundesrat bereit, angesichts der Entwicklung in Europa die Kriterien der Migrationspolitik zu überprüfen?*

**Question 81:****Pini. Jugoslawische Arbeitskräfte. Bewilligungen  
Main-d'oeuvre yougoslave. Conditions de recrutement**

*Le Conseil fédéral a exclu temporairement la Yougoslavie du cercle traditionnel des pays de recrutement de main-d'oeuvre. Je demande à savoir quand il est prévu d'abolir cette mesure, déclarée applicable à moyen terme seulement. J'aimerais aussi savoir si l'autorité fédérale compétente ne juge pas la main-d'oeuvre yougoslave impérieusement nécessaire pour certains secteurs de notre économie (hôtellerie, restauration, agriculture, secteur hospitalier et sanitaire), pour lesquels la main-d'oeuvre indigène ou en provenance d'autres pays est insuffisante?*

Bundesrat **Koller**: Der Entscheid des Bundesrates vom 23. September, Jugoslawien nicht mehr als klassisches Rekrutierungsland zu betrachten, ist in der Öffentlichkeit leider teilweise missverstanden worden. Es ist keineswegs so, dass von heute auf morgen keine Jugoslawen mehr in der Schweiz

arbeiten können. Der Bundesrat hat letzte Woche aus humanitären Gründen eine Verlängerung der Aufenthaltsbewilligungen für jene Jugoslawen beschlossen, die aus den Bürgerkriegsgebieten – vor allem aus Kroatien – stammen.

Daneben hat er den Grundsatzentscheid gefasst, Jugoslawien nach Ablauf einer angemessenen Uebergangsfrist von zwei bis drei Jahren vom zweiten in den dritten Kreis der Rekrutierung zu versetzen.

Die rund 15 000 Jugoslawen mit Aufenthalts- und Niederlassungsbewilligung sind daher von diesen Entscheiden von vornherein nicht betroffen. Zudem erhalten alle Saisoniers, die bereits einen Vertrag für die nächste Saison haben oder denen ein solcher in Aussicht steht, die Saisonbewilligung während dieser Uebergangszeit. Dasselbe gilt auch für die Kurzaufenthalter. Wir empfehlen den Arbeitgebern einzig, keine Jugoslawen weiter anzuwerben, die noch nie von schweizerischer Seite her kontaktiert worden sind. Dieser Grundsatzbeschluss des Bundesrates wird seine Wirkung also im Verlaufe der dreijährigen Uebergangsfrist progressiv zeitigen. Nur für erstmals einreisende ausländische Arbeitnehmer empfehlen wir den Arbeitgebern, künftig Angehörigen aus den Staaten der EG und der Efta den Vorzug zu geben.

Jugoslawische Arbeitnehmer sind sodann nicht wegen der fehlenden Respektierung der Menschenrechte durch ihren Herkunftsstaat weniger vertrauenswürdig. Mit seinem Entscheid will der Bundesrat aber ein Signal setzen. Er will der Verletzung der Menschenrechte im Rahmen seiner aussenpolitischen Möglichkeiten entgegenwirken. Im übrigen war dieser Entscheid nichts anderes als die erste konkrete Anwendung des Berichtes über die Flüchtlings- und Ausländerpolitik, den Sie in diesem Rat beraten haben und der grundsätzlich positiv aufgenommen worden ist.

Schliesslich ist auch klar: Wenn sich die Menschenrechtsslage in Jugoslawien im Verlaufe dieser Uebergangszeit zum Positiven wendet, werden wir diesen Entscheid selbstverständlich wieder neu überprüfen.

Das die Antworten zu diesen fünf Fragen.

**M. Longet:** *Ce n'est pas une question complémentaire, c'est une répétition de ma question. En effet, je constate que M. Koller n'a pas répondu à ma question concernant le sort des déserteurs. C'est un problème important. Il y a un certain nombre de personnes qui n'ont pas du tout envie de se faire massacrer pour rien dans ce conflit, et vous en trouvez un certain nombre dans notre pays, notamment des ressortissants du Kosovo. Il est donc important que le Conseil fédéral dise clairement ce qui attend ces personnes.*

**Bundesrat Koller:** Auf Ihre Frage betreffend der Behandlung der Deserteure ist keine allgemeingültige Antwort möglich. Hier ist durch das Bundesamt für Flüchtlinge jeder Fall einzeln zu prüfen, wobei ganz klar ist: Der völkerrechtliche Grundsatz des Non-refoulement verbietet eine Rückschiebung von Personen, die bei der Rückkehr ins Heimatland, wie Sie ausführen, sogar mit dem Tode bedroht wären.

**Tschuppert:** Ist dann die Anpassungszeit für die drei Branchen, die ich in der Frage erwähnt habe, genügend?

**Bundesrat Koller:** Für diese drei Branchen ändert sich für das nächste Jahr praktisch überhaupt nichts. Alle diejenigen, die schon Saisonierverträge haben, können die entsprechenden Aufenthaltsbewilligungen erhalten. Das gleiche gilt auch für die Kurzaufenthalter. Der Beschluss wird also erst nächstes Jahr Wirkung zeigen, wenn es um Neueinreisende geht und um Leute, die bisher mit Schweizer Unternehmungen keinerlei Verträge und auch keinerlei Vertragsverhandlungen aufgenommen haben. Dann wird eine allmähliche Anpassung über diese drei Jahre eine Notwendigkeit werden.

**Frau Fankhauser:** Ich nehme an, dass Ihnen bewusst ist, dass das Verbot des Familiennachzugs für Saisoniers auch eine Menschenrechtsverletzung darstellt. Sie haben Ihre Entscheidung damit begründet, dass die Menschenrechte in Jugoslawien verletzt werden, und Sie treffen mit Ihrem Entscheid jetzt

ausgerechnet die Schwächsten dieses Landes. Welche Massnahmen sieht der Bundesrat vor, um die Verletzungen der Menschenrechte sowohl bei den Saisoniers bei uns wie auch in Jugoslawien zu beseitigen und die nötigen Forderungen zu stellen?

**Bundesrat Koller:** Wie ich in meiner allgemeinen Antwort schon ausgeführt habe, glaubt der Bundesrat, durch diesen Grundsatzentscheid – den wir im Rahmen einer Uebergangsfrist realisieren wollen – einen Beitrag zur Verbesserung der Menschenrechtssituation in Jugoslawien zu leisten. Wenn das nicht der Fall wäre, wäre ich all jenen dankbar – Frau Fankhauser, Sie gehören auch dazu –, die vom Bundesrat eine aktivere Aussenpolitik und eine aktivere Menschenrechtspolitik verlangen, wenn sie uns einen konkreten Rat geben würden. Hier haben wir das tatsächlich getan.

Betreffend die Jugoslawen aus Kroatien haben wir ja im übrigen ausdrücklich gesagt, dass die Verlängerung der Aufenthaltsbewilligung auch gegenüber Familienangehörigen möglich ist; es ist uns klar, dass es unmenschlich wäre, Familienangehörige von Saisoniers jetzt, während der Dauer des Bürgerkriegs, in Bürgerkriegszonen zurückzuschieben.

#### Frage 58:

##### **Seiler Hanspeter. Jugoslawische Saisoniers Saisoniers yougoslaves**

*Die ausserordentliche Situation in Jugoslawien dürfte dazu führen, dass die sogenannten Saisoniers (im Kanton Bern sind es allein deren 5600) nicht heimreisen bzw. nicht heimreisen müssen. Ich frage den Bundesrat:*

*– Welchen Status erhalten die eventuell nicht zurückkehrenden jugoslawischen Saisoniers?*

*– Können diese eventuell nicht zurückkehrenden jugoslawischen Arbeitskräfte in den bisherigen Betrieben weiterbeschäftigt werden?*

*– Können diese eventuell nicht zurückkehrenden jugoslawischen Arbeitskräfte in Betrieben anderer Branchen, sofern dort ein Arbeitskräftemangel besteht, umverteilt bzw. weiterbeschäftigt werden? Wenn ja, ist der Bundesrat bereit, dafür ein einfaches Verfahren vorzusehen?*

*– Werden diese eventuell nicht zurückkehrenden jugoslawischen Arbeitskräfte gegenüber andern Gruppen von Ausländern bezüglich Beschäftigung bevorzugt behandelt?*

**Bundesrat Koller:** Jugoslawische Saisoniers mit Wohnort in Kroatien erhalten während der Zwischensaison eine Aufenthaltsbewilligung mit dem Recht zu arbeiten. Nächstes Jahr kann ihnen im Rahmen der Höchstzahlen und arbeitsmarktlicher Vorschriften eine neue Saisonbewilligung erteilt werden. Im übrigen kann ihnen die Bewilligung erteilt werden, in den bisherigen Betrieben weiterbeschäftigt zu werden. Wenn eine Weiterbeschäftigung beim gleichen Arbeitgeber nicht möglich oder zumutbar ist, kann im Rahmen der befristeten Verlängerung ein Stellenwechsel bewilligt werden. Zu diesem Zweck genügt eine Stellungnahme der Arbeitsmarktbehörde.

#### Frage 59:

##### **Bär. Fichtenvernichtung Destruction des fiches**

*Die Schweizer Historikerinnen und Historiker haben an der Absicht des Bundesrates, die Fichendossiers zu vernichten, scharfe Kritik geübt.*

*Wie wird der Bundesrat diese Einwände der Wissenschaft gewichten?*

#### Frage 60:

##### **Leuenberger-Solothurn. Keine Vernichtung der Staatsschutz-Dossiers**

##### **Dossiers de la sécurité de l'Etat. Destruction envisagée**

*Die geplante Dossiernichtung stösst auf Widerstand, Unverständnis, ja Empörung bei Betroffenen, aber auch im Kreis der Historikerinnen und Historiker (Stellungnahme Frau Professor Mesmer).*

*– Ist der Bundesrat bereit, die Archivverordnung des Bundes strikte einzuhalten, wonach das Bundesarchiv im wesentlichen*

über die Klassierung der Akten entscheidet und nicht die Behörde, welche die Akten erstellt hat?

– Wo bleiben die Einsichtsrechte der Betroffenen?

**Frage 61:**

**Leutenegger Oberholzer. Drohende Dossier-Aktenvernichtung**

**Personnes fichées. Destruction envisagée des dossiers**

Die Staatsschutzverordnung vom 5. März 1990 sichert den fichierten Bürgerinnen und Bürger nach der Einsichtnahme in die Fichen die Einsicht in die Dossiers zu. Einem Bericht der Wochenzeitung zufolge verfügt der Bundesrat eine massive Beschneidung dieses Rechts. Zudem drohe eine Vernichtung der von der Polizei nicht mehr gebrauchten Dossiers. Die drohende Aktenvernichtung ist bei Historikerinnen und Historikern auf grosses Unverständnis gestossen. Hat der Bundesrat mit der von Professor Georg Kreis präsidierten Kommission, die Ende Oktober einen umfassenden Bericht zur Entwicklung des Staatsschutzes vorlegen will, diesbezüglich Rücksprache genommen?

**Frage 62:**

**Baerlocher. Fichierte Personen. Einsicht in die Dossiers**  
**Personnes fichées par la police politique. Accès aux dossiers**

Der Bundesrat hat den fichierten Bürgerinnen und Bürger die Einsicht in die Dossiers mehrmals zugesichert und dies auch in der Staatsschutzverordnung so verankert. Wie und wann gedenkt der Bundesrat, die Dossiereinsicht in einem möglichst unbürokratischen Verfahren zu ermöglichen und seine Versprechungen einzulösen?

**Frage 63:**

**Vollmer. Fichierte Personen. Einsicht in die Dossiers**  
**Personnes fichées par la police politique. Accès aux dossiers**

In der Presse ist zu lesen, dass der Bundesrat beabsichtige, einen Bundesbeschluss vorzulegen, mit dem den von der politischen Polizei Fichierten das Recht auf Dossiereinsicht abgeschnitten werden soll.

Was können wir in Zukunft dem Bundesrat noch glauben, wenn er seine eigenen Zusagen und Versprechen bezüglich der Dossiereinsicht derart eklatant missachtet?

**Question 64:**

**Pitteloud. Fichierte Personen. Einsicht in die Dossiers**  
**Personnes fichées par la police politique. Accès aux dossiers**

Le conseiller fédéral A. Koller a promis le 5 mars 1990 au Conseil national que les personnes qui avaient été fichées auraient dans un deuxième temps accès aux dossiers suivant les mêmes règles que pour les fiches. Or, on a pu lire dans la presse que le Conseil fédéral préparerait un arrêté qui supprimerait la possibilité pour les personnes fichées par la police politique d'avoir accès aux dossiers les concernant (hormis quelques cas exceptionnels). Qu'en serait-il alors des promesses faites en mars et des droits fondamentaux des personnes touchées par cet arrêté?

**Frage 65:**

**Haering Binder. Dossiereinsicht**  
**Personnes fichées par la police politique. Accès aux dossiers**

Wie den Medien zu entnehmen war, beabsichtigt der Bundesrat auf dem Verordnungsweg den von der politischen Polizei Fichierten das Recht auf Dossiereinsicht zu verweigern. Dies obwohl den Bürgerinnen und Bürgern, die ein Einsichtsgesuch gestellt haben, in einem Standardschreiben zugesichert worden war, dass ihnen gemäss Verordnung vom 5. März 1990 Einsicht in die Dossiers gewährt werde, sobald die Einsicht in die Fichen abgeschlossen sei.

Ich frage den Bundesrat deshalb an:

Ist er nicht auch der Auffassung, dass die Betroffenen sich in einem Rechtsstaat auf eine solche individuelle Zusicherung verlassen können?

**Frage 66:**

**Rechsteiner. Dossiereinsicht**  
**Personnes fichées par la police politique. Accès aux dossiers**

Gemäss Bericht der Wochenzeitung beabsichtigt der Bundesrat, einen Bundesbeschluss vorzulegen, mit dem den von der politischen Polizei Fichierten (mit wenigen Ausnahmen) das Recht auf Dossiereinsicht abgeschnitten werden soll. Die Dossiereinsicht ist den Bürgerinnen und Bürgern, die bis zum 1. April 1990 ein Einsichtsgesuch gestellt haben, nach denselben Grundsätzen wie bei den Fichen im Rahmen der Verordnung vom 5. März 1990 rechtlich verbindlich zugesichert worden.

Ist der Bundesrat nicht auch der Auffassung, dass sich die Bürgerinnen und Bürger in einem Rechtsstaat auf eine solche Zusicherung verlassen können müssen? Ist er somit bereit, die Dossiereinsicht wie versprochen zu gewährleisten?

**Frage 67:**

**Ulrich. Dossiereinsicht**  
**Personnes fichées par la police politique. Accès aux dossiers**

In der Presse ist zu lesen, dass der Bundesrat beabsichtige, einen Bundesbeschluss vorzulegen, mit dem den von der politischen Polizei Fichierten (mit wenigen Ausnahmen) das Recht auf Dossiereinsicht abgesprochen werden soll.

In der Verordnung über die Behandlung von Staatsschutzakten des Bundes vom 5. März 1990 ist den Bürgerinnen und Bürgern, welche bis zum 1. April 1990 ein Einsichtsgesuch gestellt haben, die Einsicht in die Dossiers nach den gleichen Grundsätzen wie in die Fichen rechtlich verbindlich zugesichert worden. Ist der Bundesrat nicht auch der Meinung, dass die Rechtsgrundsätze des Vertrauensschutzes und von Treu und Glauben verlangen, dass sich der Bund an diese Zusicherung halten muss?

**Frage 68:**

**Thür. Dossiereinsicht**  
**Personnes fichées par la police politique. Accès aux dossiers**

Den Bürgerinnen und Bürgern, die ein Einsichtsgesuch gestellt haben, ist in einem Standardschreiben jeweils zugesichert worden, dass ihnen gemäss der Verordnung vom 5. März 1990 Einsicht in die Dossiers gewährt werde, sobald die Einsicht in die Fichen abgeschlossen sei. Ist der Bundesrat nicht auch der Auffassung, dass den Betroffenen das ihnen gültig zuerkannte Recht auf Dossiereinsicht nicht rückwirkend wieder weggenommen werden darf, dies um so weniger, als nach den Grundsätzen, die das Bundesgericht zur Rückwirkung entwickelt hat, die belastende Rückwirkung aus finanziellen oder fiskalischen Gründen nicht zulässig ist?

Bundesrat Koller: Ich erlaube mir, die Fragen 59 bis 68 gemeinsam zu beantworten.

Der Bundesrat hat vom Parlament den klaren Auftrag, nicht mehr benötigte Akten der Bundespolizei zu vernichten. Ich verweise auf Ziffer 3 der Motion der Parlamentarischen Untersuchungskommission EJPD und auf die Ablehnung des Postulats Bühler betreffend die Vernichtung von Staatsschutzakten. Bei allen seinen Entscheiden hat der Bundesrat im übrigen auch die wissenschaftlichen Interessen mit einbezogen. In der Regel – hier sind wir uns mit den damaligen Parlamentsentscheiden einig – überwiegt aber bei den Staatsschutzakten der Persönlichkeitsschutz. Insbesondere ist zu beachten, dass die in den Dossiers und Fichen vermerkten Personen nie Gelegenheit hatten, die Einträge zu berichtigen oder zu bestreiten. Es muss daher verhindert werden, dass solche Akten irgendwann falsch verwendet werden. Vorbehalten bleiben allerdings – und das ist im Rahmen dieser Fuite und der damit entstandenen Medieninformation offenbar total untergegangen; der Bundesrat hat es immer gesagt – historisch besonders wertvolle Akten, beispielsweise ein Dossier der PdA oder der Ligue marxiste révolutionnaire, das die ganze Geschichte dieser Organisation in diesem Zeitabschnitt wiedergibt; da ist der Bundesrat durchaus bereit, Ausnahmen zu gewähren.

Zur Rechtssituation: Der Bundesrat hat die Archivverordnung erlassen und darin festgelegt, dass alle dauernd wertvollen Akten zu archivieren sind. Das Bundesarchiv als Verwaltungseinheit des Bundes ist natürlich an die präzisierende Wertung des Bundesrates und vor allem der Bundesversammlung gebunden. Die Bundesanwaltschaft als Aktenherstellerin entscheidet in keinem Fall über die Archivierung oder Vernichtung der Akten. Die von Professor Kreis präsidierte Historikerkommission hat ihren Bericht leider noch nicht abgeliefert. Es ist dem Bundesrat jedoch bekannt, dass Professor Kreis wie andere Historiker einer Vernichtung negativ gegenüberstehen. Im übrigen wird Ihnen der Bundesrat zur Frage der Dossiereinsicht einen Bundesbeschluss unterbreiten. In all diesen Fragen wird das Parlament das letzte Wort haben.

**Frau Bär:** Herr Bundesrat Koller, wenn ich Sie richtig verstanden habe, halten Sie an Ihrer Entscheid, die Akten zu vernichten, mit ein paar Ausnahmen fest und wollen Sie auf die Einwände der Historikerinnen und Historiker nicht eingehen. Heute hat Frau Professor Mesmer in einem Interview gesagt: «Wenn ganze Aktenbestände vernichtet werden, dann ist das prospektive Geschichtsfälschung.» Und weiter: «Bundesrat Koller wird als jener Mann in die Geschichte eingehen, der durch seine Vernichtungsaktion die Schweiz wieder einmal zu einem Sonderfall gemacht hat.»

Ich frage Sie, Herr Bundesrat: Wollen Sie das wirklich?

**Bundesrat Koller:** Dann würde ich offenbar mit der Puk EJPD als Denkmal in die Geschichte eingehen.

Ich betone noch einmal: Wir haben nicht nur von der Puk, sondern von beiden Kammern verpflichtende Motionen in bezug auf die Vernichtung der Staatsschutzakten. Auch ein anderslautendes Postulat von Frau Bühler ist eindeutig abgelehnt worden. Ich war lange Jahre Wissenschaftler, aber ich weiss auch, dass die wissenschaftlichen Interessen nicht die einzigen sind. Der Bundesrat ist daher – offenbar mit dem Parlament, denn Sie haben Ihre Motionen nie widerrufen – der Meinung, dass im Regelfall die Vernichtung das Richtige ist, dass wir dagegen Ausnahmen vorsehen wollen, wo es – wie ich an einigen Beispielen gezeigt habe – um besonders wertvolle historische Akten geht.

Ich darf wiederholen: Das letzte Wort werden Sie in dieser Frage selber haben. Wir werden Ihnen einen Bundesbeschluss unterbreiten, und Sie werden, wenn Sie Ihre früheren Entscheide widerrufen wollen, sowohl in diesem Rat als auch im Ständerat demokratisch entscheiden.

**Rechsteiner:** Sie haben nur zur Frage der Vernichtung der Fichen, nicht aber zur Frage der Dossiereinsicht Stellung genommen.

**Bundesrat Koller:** Es ist etwas rasch gegangen, Herr Präsident!

Die gemeinsame Antwort zur Dossiereinsicht lautet wie folgt: Als die Staatsschutzverordnung im März letzten Jahres erlassen worden ist, konnte der Bundesrat nicht wissen, dass mehrere zehntausend Einsichtsgesuche gestellt wurden und mit welchem Aufwand die Einsicht in die Dossiers verbunden sein würde. Die bedingungslose Dossiereinsicht hätte nach dem heutigen Stand der Erkenntnis völlig unverhältnismässige Folgen. 30 000 Personen verlangten ausser der Ficheneinsicht auch die Dossiereinsicht. Die von mir eingesetzte Arbeitsgruppe «Dossiereinsicht» kam zum Schluss, dass die Behandlung all dieser Gesuche nach den geltenden Bestimmungen der Verordnung rund 450 Arbeitsjahre bedingen würde. Die Kosten würden sich auf rund 110 Millionen Franken belaufen. Die faktische Beurteilung hat sich daher gegenüber März letzten Jahres grundlegend geändert.

Die Mitteilung des Sonderbeauftragten für Staatsschutzakten, er werde nach Abschluss der Ficheneinsicht auch Dossiereinsicht nach Artikel 7 der Verordnung gewähren, schafft keine wohlworbeneren Rechte und hindert die Aenderung der rechtlichen Regelung nicht, zumal wir bereits im Frühjahr auf die Notwendigkeit einer Aenderung aufmerksam gemacht haben. Auch zu diesem Problem wird Ihnen der Bundesrat dem-

nächst einen Entwurf zu einem Bundesbeschluss unterbreiten. Bei dieser Frage werden beide Räte dann das letzte und entscheidende Wort haben.

**Baerlocher:** Ich habe eine Zusatzfrage: Es ist ja so, dass in gewissen Kantonen momentan Einsichtnahmen laufen, die kantonale Akten und Dossiers betreffen. Beispielsweise habe ich jetzt in meine kantonalen Eintragungen Einsicht bekommen und dazu auch ein Dossier erhalten. Mich nähme es wunder, ob diese Aussagen dazu führen werden, dass in den Kantonen diese Dossiereinsicht auch nicht mehr möglich ist.

**Bundesrat Koller:** Bei den Einsichtsverfahren, auf die Sie jetzt Bezug nehmen, kann es sich ja nur um rein kantonale Akten handeln. Selbstverständlich sind die Kantone bei der Regelung der Frage der Einsicht in rein kantonale Staatsschutzakten, die also dem Bund nicht zugegangen sind und nicht auf Mandat des Bundes erstellt worden sind, autonom. Das wird auch in Zukunft so bleiben.

Damit hätte ich jetzt eigentlich alle Fragen beantwortet, inklusive die Frage von Herrn Thür.

**Rechsteiner:** Mit der Verordnung vom 5. März 1990 ist die Dossiereinsicht deutsch und deutlich, klipp und klar und rechtlich verbindlich zugesagt worden. Soll dieses Versprechen nun gebrochen werden, nur weil Zehntausende davon Gebrauch gemacht haben? Und haben Sie sich einmal überlegt, wie viele Arbeitsjahre es gebraucht hat, um diese Zehntausende ja Hunderttausende von Demokratinnen und Demokraten zu fichieren?

**Bundesrat Koller:** Ich glaube nicht, dass es im wohlverstandenen Interesse des Landes wäre, wenn wir einen derart unverhältnismässigen Aufwand betreiben würden. Sie wissen auch sehr genau, dass wir im März des letzten Jahres unter grösstem zeitlichem Druck handeln mussten und daher die Frage des genauen Aufwandes betreffend die Dossiereinsicht objektiv nicht abschätzbar war. Heute haben wir eine neue Lage. Und wie gesagt: Es wird ja letztlich Ihr demokratischer Entscheid sein, wie weit Sie mit der Dossiereinsicht tatsächlich gehen wollen. Von der Verletzung wohlworbener Rechte kann hier keine Rede sein.

**Thür:** Sie haben darauf hingewiesen, dass im Frühjahr der genaue Aufwand, der getrieben werden musste, nicht abschätzbar gewesen sei. Wir haben ja jetzt Kenntnis erhalten, was bezüglich Abdeckung der Fichen alles gemacht worden ist. Sind Sie nicht auch der Auffassung, dass eben ein zu grosser Aufwand mit der Fichenabdeckung getrieben worden ist? Sehen Sie keine Möglichkeit, diesen Aufwand bei einer Dossiereinsicht etwas zu vermindern und damit diese wieder zu ermöglichen?

**Bundesrat Koller:** Ich gebe zu: Im Rahmen der Ficheneinsicht haben wir wahrscheinlich weltweit einen einmaligen Aufwand getrieben. Aber das schien dem Bundesrat damals tatsächlich notwendig, um das angeschlagene Vertrauen wiederherzustellen. Das war die Begründung unserer Massnahme. Wie gesagt: Hier werden ja Sie den letzten Entscheid selber noch zu fällen haben.

Wenn wir jetzt bei der Dossiereinsicht auf ein vernünftiges Mass zurückgehen, dann kann ich Ihnen heute schon garantieren, dass wir vollständig im Rahmen der bundesgerichtlichen Rechtsprechung und damit der Verfassung bleiben werden.

#### Frage 69:

**Ruf. Legalität von Asylantenverstecker-Organisationen Organismes hébergeant des demandeurs d'asile. *Légalité Im Zusammenhang mit dem illegalen Verstecken abgewiesener kurdisch-türkischer Asylanten, namentlich durch Angehörige der berüchtigten sogenannten «Aktion für abgewiesene Asylbewerber» («AaA»), habe ich dem Bundesrat in der Interpellation 91.3048 (Dringliche asylpolitische Massnahmen, vom 5. März 1991) u. a. zwei Fragen gestellt, die nicht beantwortet worden sind. Sie werden deshalb wiederholt:***

– *Wie stellt sich der Bundesrat zur Frage der Legalität einer Organisation wie der «AaA», die – insbesondere auch nach eigenem, öffentlichem Eingeständnis – vorsätzlich, wiederholt und systematisch illegale Handlungen (Verstecken abgewiesener Asylbewerber, Beschaffung gefälschter Pässe für untergetauchte Asylanten u. a.), begeht bzw. dazu aufruft?*

– *Welche Massnahmen gedenkt der Bundesrat zu ergreifen, um derartigen Delikten (Vergehen und Verbrechen) nach Möglichkeit präventiv zu begegnen?*

**Bundesrat Koller:** In seiner Antwort auf die Interpellation 91.3048 hat der Bundesrat schon einmal auf Artikel 23 des Anag hingewiesen. Dieser Artikel enthält klare Strafbestimmungen für Widerhandlungen gegen die Einwanderungsbestimmungen. Aber in unserem gewaltenteiligen Staat ist es selbstverständlich dann Sache der Justizbehörden, Fehlbare zur Rechenschaft zu ziehen und sie, wenn der Tatbestand bewiesen ist, zu verurteilen.

#### Frage 70:

**Bäumlin Ursula. Asylbewerber. Hängige Gesuche Demandeurs d'asile. Requêtes en suspens**

*Wie gross ist die Anzahl pender Verfahren im Asylbereich; wie viele Doppel- oder sogar Mehrfachgesuche relativieren sie, und wie gross ist dementsprechend die Zahl der in der Schweiz anwesenden Asylsuchenden der verschiedenen Stufen? Wie beurteilt der Bundesrat die diesbezügliche Entwicklung kurz- und mittelfristig?*

**Bundesrat Koller:** Frau Bäumlin fragt nach der Anzahl pender Asylgesuche. Per 31. August 1991 sind das bei der ersten Instanz 51 968, bei der zweiten Instanz 10 018, total also 61 986 Gesuche.

Wir sind technisch zurzeit noch nicht soweit, um eine eindeutige Antwort auf die Frage nach der genauen Zahl der Mehrfachgesuche zu geben. Wir gehen gesamtschweizerisch von etwa 5 Prozent Doppel- und Mehrfachgesuchen aus. In 10 Prozent der Fälle sind die Gesuchsteller den Behörden anderweitig bekannt. In einzelnen Kantonen beträgt der Anteil der Doppel- und Mehrfachgesuche aber bedeutend mehr. Der Kanton Genf hat uns beispielsweise gemeldet, dass in letzter Zeit zwischen 20 und 25 Prozent aller Gesuche Mehrfachgesuche waren.

Dank der Ausschöpfung des juristischen Instrumentariums des AVB und der Personalaufstockung konnte die Entscheidkapazität beim Bundesamt um 125 Prozent und beim Beschwerdedienst um 65 Prozent gesteigert werden. Die Erledigungen übertrafen daher in den letzten Monaten die Anzahl der eingereichten Gesuche, und die Zahl der Beschwerden ging von rund 90 Prozent auf 70 Prozent zurück, was bereits zu einem Abbau des Pendenzenberges führte, wenn auch in bescheidenem Rahmen.

Ferner hat die Bezeichnung von verfolgungssicheren Staaten einen Rückgang der Gesuche aus diesen Ländern bewirkt. Seit Juni hat sodann die Zahl der Asylgesuche gegenüber dem Vorjahr nicht mehr zugenommen. Seit Juni haben wir bezogen auf das Vorjahr also eine Stabilisierung.

Selbstverständlich müssen diese Zahlen mit Vorsicht interpretiert werden. Sie geben aber erstmals zu einem gewissen Optimismus Anlass. Die internationale Lage kann sich allerdings rasch ändern, was erneut zu einer stärkeren Zunahme der Gesuchsteller führen könnte.

Die genannten positiven Fakten zeigen aber eindeutig, dass der von Ihnen beschlossene AVB, zusammen mit den Personalaufstockungen – übrigens nicht nur beim Bund, sondern auch in den Kantonen –, erfreuliche Wirkung zeitigt. Ob dies auch mittelfristig genügt, um den Migrationsdruck unter Kontrolle zu behalten, kann zurzeit noch nicht definitiv gesagt werden.

#### Frage 71:

**Maeder. «Offiziersmanifest»**

**«Action pour une armée digne de ce nom»**

*In der ersten Ausgabe der neuen Tageszeitung «Le Nouveau Quotidien» vom 24. September 1991 berichtet Jean-Philippe*

*Ceppi unter dem Titel «Des officiers romands lancent la fronde contre Berne» von einer Offiziersbewegung, die sich «Action pour une armée digne de ce nom» nennt und deren Manifest bereits von 2000 Offizieren unterschrieben worden ist.*

*Wie beurteilt der Bundesrat diese Bewegung, die sich vehement vor allem gegen die von der Kommission Schoch vorgeschlagenen Reformen richtet?*

**Bundesrat Villiger:** Die Aktion der Westschweizer Offiziere zeigt dem Bundesrat, dass unser Milizsystem lebendig ist und funktioniert. Es ist das Recht jedes Bürgers, seine Vorstellungen von der Zukunft der Armee und seine diesbezüglichen Wünsche und Forderungen zu artikulieren und dem Chef EMD in geeigneter Form zur Kenntnis zu bringen. Die Gegner der Armee halten mit ihren Forderungen nicht hinter dem Berg zurück. Den Befürwortern einer starken Landesverteidigung wird selbstverständlich das gleiche demokratische Recht zugestanden.

Das EMD hat von den Ueberlegungen und Wünschen der Westschweizer Offiziere Kenntnis genommen, und sie werden wie andere Anregungen geprüft.

#### Frage 72:

**Bär. P-26. Geheimnisverrat**

**P-26. Divulgation de secrets**

*Kann der Bundesrat ausschliessen, dass die mit Wissen der höchsten Militärstellen von der P-26 an den britischen Geheimdienst verratenen Geheimnisse von diesem an andere Staaten weitergegeben wurden?*

#### Frage 73:

**Leutenegger Oberholzer. Cornu-Bericht**

**Rapport Cornu**

*Der «Schlussbericht in der Administrativuntersuchung zur Abklärung der Natur von allfälligen Beziehungen zwischen der Organisation P-26 und analogen Organisationen im Ausland» ist der Öffentlichkeit in einer Kurzfassung bekanntgemacht worden. Ist der Bundesrat bereit, den ganzen Cornu-Bericht vollumfänglich zu veröffentlichen?*

#### Frage 74:

**Rechsteiner. Cornu-Bericht über P-26**

**Rapport Cornu sur la P-26**

*Ist der Bundesrat bereit, den Cornu-Bericht dem Parlament und der Öffentlichkeit vollumfänglich zugänglich zu machen? Wenn nein, was hat der Bundesrat zu verbergen?*

#### Frage 75:

**Rechsteiner. P-26**

*Aufgrund der bisherigen Erkenntnisse steht fest, dass die verschiedenen europäischen Stay-Behind-Organisationen auf Veranlassung des NSC der USA bzw. der CIA aufgebaut wurden. Kann der Bundesrat ausschliessen, dass dies auch für die Schweizer Geheimarmee der Fall war (über den englischen M-16)?*

**Bundesrat Villiger:** Der Bericht Cornu enthält zahlreiche Informationen über ausländische Dienste und Widerstandsorganisationen sowie deren Strukturen, Unterstellungsverhältnisse und Verbindungen. Die Puk EMD hat in diesen Bericht selbstverständlich volles Einsichtsrecht. Der Originalbericht Cornu wird aber nicht abgegeben und veröffentlicht, weil es nicht Sache des Bundesrates sein kann, ausländische Geheimbereiche offenzulegen. Mit Rücksicht auf aussenpolitische Gepflogenheiten hat der Bundesrat deshalb lediglich eine Zusammenfassung veröffentlicht. Diese erlaubt durchaus eine rückhaltlose und kritische Beurteilung des Vorgefallenen, soweit es unser Land betrifft. Das hat auch Herr Untersuchungsrichter Cornu bestätigt.

Die Diskretion der britischen Dienste ist sprichwörtlich. Der Bundesrat hat deshalb allen Grund zur Annahme, dass die Briten die ihnen von P-26-Leuten mitgeteilten Informationen aus dem Geheimbereich für sich behalten werden. Aber selbst für den unwahrscheinlichen Fall, dass trotzdem Indiskretionen auf diesem Weg hinaussickern würden, kann dies keine Kon-

sequenzen haben, weil inzwischen die Widerstandsorganisation P-26 bekanntlich aufgelöst worden ist.

Zur zweiten Frage von Herrn Rechsteiner: Auf Seite 176ff. des Berichtes der Puk EMD vom 17. November 1990 kann die Entstehungsgeschichte der schweizerischen Widerstandsorganisation nachgelesen werden. In der Kurzzusammenfassung des Berichtes Cornu werden die Aufbauetappen erwähnt. Im Bericht Cornu wird festgehalten, dass sich im Vergleich zu dem, was die Puk EMD in ihrem Bericht veröffentlicht hat, nichts grundsätzlich Neues ergeben hat. Der Bundesrat hat deshalb keine Veranlassung, im Widerspruch zu den Erkenntnissen der Puk EMD und entgegen Untersuchungsrichter Cornu anzunehmen, der Aufbau der schweizerischen Widerstandsorganisation sei auf Veranlassung der USA erfolgt.

**Frau Leutenegger Oberholzer:** Ich denke, wir müssen davon ausgehen, dass sich derartige Berichte auf Dauer nicht geheimhalten lassen. Deshalb frage ich den Bundesrat, ob er es nicht als kluge Informationspolitik betrachten würde, den Bericht von sich aus zu veröffentlichen. Ist er zudem nicht auch der Ansicht, dass es stossend ist, wenn ausländische Geheimdienste mehr Informationen bekommen als z. B. die schweizerischen Parlamentarierinnen und Parlamentarier?

**Bundesrat Villiger:** Ich habe die Gründe, warum wir den Bericht nicht veröffentlichen können und wollen, erwähnt. Sogar das, was wir veröffentlicht haben, geht im internationalen Vergleich sehr weit und hat zu gewissen Irritationen geführt. Dass es stossend ist, dass ausländische Dienste mehr wissen als zum Beispiel der Bundesrat, haben wir in unserer Stellungnahme sehr deutlich gesagt und die entsprechenden Rügen erteilt.

**Rechsteiner:** Zwei Zusatzfragen zu zwei Fragen. Zunächst zur Publikation des Cornu-Berichts: In den Wandelhallen und in der Presse ist davon die Rede – ich denke an das «Hebdo» der letzten Woche –, dass noch ein Geheimbericht oder ein geheimer Teil des Berichtes Cornu existiere, der nicht publiziert worden sei.

Zum zweiten Fragenkomplex P-26 und CIA: Ich stelle Ihnen die Frage noch einmal: Können Sie ausschliessen, dass die Geheimarmee auf Veranlassung der CIA aufgebaut wurde? Was würde das aus Ihrer Sicht zur Frage der Neutralität bedeuten, nachdem Sie keine Neutralitätsverletzung darin erblicken können, dass die Dienste über den englischen M-16 aufgebaut wurden?

**Bundesrat Villiger:** Zur ersten Frage: Der gesamte, vollständige Cornu-Bericht ist vom Bundesrat nicht publiziert worden; er ist in diesem Sinne geheim – nicht für die Puk, die volle Einsicht darin hat. Es gibt aber nicht noch einen zusätzlichen Bericht; die Zusammenfassung, die der Bundesrat publiziert hat, lässt eine umfassende Würdigung der Angelegenheit, soweit sie die Schweiz betrifft, zu.

Zur zweiten Frage: Hätte die CIA bei uns die Gründung der P-26 angeregt und wäre sie auf diese Veranlassung hin entstanden, wäre das aus meiner Sicht nicht tragbar. Es sind aber keinerlei Indizien zum Vorschein gekommen, die eine solche Annahme als wahrscheinlich erscheinen lassen würden.

Als Jurist wissen Sie, Herr Rechsteiner, dass es sehr schwierig ist, etwas, was nicht existiert, zu beweisen, weil es keine Hinweise gibt. Es ist kein einziges Indiz in dieser Richtung zum Vorschein gekommen. Deshalb können wir die Schlussfolgerungen der Puk EMD und jene des Berichtes von Herrn Cornu vom Bundesrat aus als plausibel teilen.

#### Frage 76:

##### **Widrig. Subventionsvereinfachungen beim Biga Simplification du système d'octroi de subventions par l'OFIAMT**

*Für Abrechnungen bei Einführungskursen der Berufslehren ist auch für kleinere Beträge ein grosser Papierkrieg unumgänglich. Der grosse administrative Aufwand bei Subventionsabrechnungen bewirkt, dass Bundesbeiträge an Weiterbildungskurse von Verbänden bis sechs oder sieben Monate ausste-*

*hend bleiben, was Zinsaufwände für die betroffenen Berufsverbände zur Folge hat.*

*Eine Subventionsvereinfachung drängt sich auf, indem zum Beispiel Pauschalen nach erteilten Lektionen berechnet werden. Ich denke auch an eine Abrechnung durch die Kantone, wobei sich der Bund auf Stichproben beschränkt. Ich frage:*

*– Teilt der Bundesrat die Auffassung, dass nach Absprache mit den Kantonen ein Abbau des grossen administrativen Aufwandes notwendig ist?*

*– Wenn ja, welche Änderungen auf Verordnungs- und auf Gesetzesstufe sind vorgesehen?*

**M. Delamuraz, conseiller fédéral:** L'augmentation très réjouissante des activités en faveur de la formation professionnelle auprès des cantons et des associations a considérablement accru les charges administratives des autorités qui sont responsables de l'octroi de ces subventions, et notamment de l'OFIAMT. C'est pourquoi il est indispensable de trouver des simplifications dans la procédure de subvention, en raison surtout de l'aggravation du contexte financier et du contexte personnel de la Confédération et des cantons. L'OFIAMT, sur mon ordre, a pris les choses en main. Il n'est pas nécessaire de modifier ni la loi ni l'ordonnance, mais il est incontestable, Monsieur Widrig, que les pratiques doivent être simplifiées et allégées afin que l'on ne bute pas, à cause du volume des affaires, sur des «Stau», c'est-à-dire sur des bouchons administratifs.

#### Frage 77:

##### **Spälti. Tätigkeit der Europäischen Bank für Aufbau und Entwicklung**

##### **Banque européenne de reconstruction et de développement. Bilan d'activité**

*Die Europäische Bank für Aufbau und Entwicklung wurde gegründet, um eine Schrittmacherfunktion in der neuen europäischen Architektur zu übernehmen. In der internationalen Finanz- und Wirtschaftsszene werden die bisherige Tätigkeit der Bank und insbesondere auch die ihres Präsidenten eher kritisch gewürdigt. Wie sieht der Bundesrat die bisherige Erfolgsbilanz der Tätigkeit dieses Finanzinstitutes?*

**M. Delamuraz, conseiller fédéral:** La Banque européenne pour la reconstruction et le développement, la BERD, a été inaugurée le 15 avril dernier et elle a immédiatement commencé ses activités. Il est évident, Monsieur Spälti, qu'il faut compter avec une période de mise en route, pendant laquelle la BERD recrute son personnel – actuellement la moitié a été recrutée – et définit les paramètres de son action; bref, elle s'installe.

Malgré ces contraintes inhérentes aux débuts d'une institution totalement nouvelle, on peut juger que le train d'activités de la BERD est satisfaisant. La BERD est opérationnelle, et je salue le dynamisme et la conviction de son président, M. Jacques Attali, qui contribue au développement rapide des affaires de la Banque. Le Conseil d'administration a déjà adopté la stratégie à suivre pour trois pays d'opérations, à savoir la Hongrie, la Tchécoslovaquie, et la Pologne, ainsi qu'un plan d'action à court terme pour l'Union soviétique. Par ailleurs, la BERD s'est déjà engagée sur le terrain pour un montant de 110 millions de dollars en appuyant quatre projets spécifiques. Il s'agit d'évaluer la crédibilité de l'institution sur la base de faits concrets. A cet égard, il convient de rappeler que le premier emprunt obligataire de la BERD, d'un montant de 890 millions de francs suisses environ, qui a été lancé il y a quelques jours, a été souscrit plusieurs fois en un temps record; en moins de deux heures, cet important montant était atteint. Cela témoigne de la confiance que la BERD inspire, malgré les critiques que ce genre d'initiative ou d'entreprise suscite inévitablement.

**Spälti:** Ich möchte Ihnen für die Antwort danken. Ich bin nicht davon ausgegangen, dass Sie in den Tenor der Kritik, die an vielen seriösen Stellen gegenüber der Europäischen Bank für Aufbau und Entwicklung erhoben wird, einstimmen. Präsident Jacques Attali, ein enger Freund von Mitterrand, ist sehr umstritten. Ich muss ebenfalls festhalten, dass seriöse

englische Zeitungen noch im August schrieben, ausser Spe- sen und Extravaganzen sei bis heute mit dieser Bank nicht viel passiert. Mich stört, dass dann alle unsere Bestrebungen, an solchen internationalen Institutionen mitzuwirken, einen Schlag erhalten und es immer schwieriger wird, unser Engagement dem Volk verständlich zu machen, wenn solche Institutionen einen schlechten Ruf bekommen.

Meine Frage: Wie in der Botschaft zu lesen war, sind wir im Verwaltungsrat dieser Bank vertreten. Ich frage Sie, Herr Bundesrat Delamuraz, ob Sie bereit sind, unserem Vertreter entsprechende Weisungen zu geben, damit er die Sache aus der Nähe betrachtet und nicht in diesem Verwaltungsrat als «Vertikalnicker» – auf französisch übersetzt etwa «hoher verticalement la tête» – auftritt.

**M. Delamuraz**, conseiller fédéral: Notre représentant, M. Spälti, a l'ordre de ne hocher la tête ni verticalement, ni horizontalement. En effet, il doit être un collaborateur exigeant qui – ayant été choisi en la personne d'un homme de rigueur et de dialectique – défend les intérêts que nous avons légitimement à défendre à l'intérieur de l'institution, pousse à l'initiative et exige de la conduite de la banque de la rigueur, de l'action, plus que des discours.

En réalité, concernant la mauvaise réputation de la banque – dont vous avez raison de dire qu'il faut l'en sortir le plus tôt possible pour que la banque soit efficace – je crois qu'on la doit à deux facteurs de nature plutôt psychologique: premièrement, le tempérament de Jacques Attali n'est naturellement pas très proche de certaines parties de l'Europe. C'est un tempérament que l'on a du mal à comprendre et que l'on interprète comme étant trop rhétorique. Deuxièmement, il faut dire que le nombre des problèmes à résoudre dans les pays de l'Europe de l'Est est tel que du côté de nos homologues de ces pays-là, il y a une immense impatience d'arriver à chef le plus tôt possible. Vus sous cet angle, il est bien clair que les délais de préparation de la BERD ont été jugés incompatibles. Mais sachez bien que les ordres sont précis. Par ailleurs, je constate que la banque vaut mieux que la réputation qu'elle a ici ou là et j'ai ici une liste impressionnante, non pas de promesses qu'elle aurait faites, mais d'actes qu'elle a pris, de décisions qu'elle conduit actuellement en faveur de ces pays.

Merci de m'avoir donné l'occasion de pouvoir préciser cela. Votre vigilance à vous toutes et tous, Mesdames et Messieurs, m'aidera.

#### Frage 78:

##### **Scheidegger. Stallgrössen für Kaninchen Taille des clapiers**

*Der Bundesrat wird Ende Oktober 1991 Änderungen in der Tierschutz-Verordnung vornehmen. Die neuen Vorschriften der Stallgrössen für Kaninchen sowie die Anforderungen an die Inneneinrichtungen der Stallungen sind neu so konzipiert, dass es dem grössten Teil der 33 900 Hobby-Rassekaninchenhalter in der Schweiz schlicht und einfach nicht mehr möglich ist, in bewohnten Gebieten Kaninchen zu halten.*

*Ist es wirklich nötig, dass der Bundesrat mit den vorgesehenen Beschlüssen Zehntausende von Bürgern verärgert und vielen Kindern das Halten von Kaninchen quasi verunmöglicht?*

*Ist der Bundesrat bereit, diese ärgerliche Verordnung vor Erläss noch einmal zu überprüfen und vernünftiger auszugestalten?*

**M. Delamuraz**, conseiller fédéral: Je suis très heureux d'aller dans un ordre crescendo d'importance dans les questions de cet après-midi! Gouverner, c'est prévoir. Je peux ainsi parler de Jeannot Lapin plusieurs mois avant Pâques pour être tout à fait sûr d'être prêt.

Nous allons, Monsieur Scheidegger, proposer au Conseil fédéral une réglementation simplifiée qui tient compte des demandes de la Fédération suisse pour l'élevage du lapin de race. Les clapiers existants qui correspondent aux normes conseillées par la fédération ne devront pas être transformés de fond en comble et il ne sera pas nécessaire de recourir à Mario Botta pour changer les clapiers dans ce pays. Les enfants pourront continuer d'élever leurs lapins dans l'allégresse.

L'ordonnance sur la protection des animaux règle dorénavant les domaines qui ont une importance particulière pour assurer une détention convenable des lapins, à savoir – il y a une liste technique d'aménagements qu'il faut respecter – que les cages jugées trop exigües pourront être adaptées à peu de frais aux nouvelles prescriptions par l'aménagement d'une aire de repos qu'il faut prévoir dans ces clapiers, vu le stress des lapins de 1991!

Je prends en tout cas personnellement le problème au sérieux, en dépit des apparences, parce qu'il y a des compatibilités à trouver dans le monde d'aujourd'hui entre le bon sens et une juste protection des animaux, en évitant une intervention massive, besogneuse, administrative et bureaucratique des baillis de Berne, tout en respectant la santé de nos frères dits inférieurs – parfois je me pose la question de savoir qui est inférieur! Soyez persuadés que nous pratiquerons avec harmonie et avec ce sens de la proportionnalité qui fait hélas de plus en plus souvent défaut à notre société.

**Scheidegger**: Aber genau darum geht es doch, dass man die Verhältnismässigkeit wahrht. Glückliche ein Land, wo sich ein Bundesrat mit Stallgrössen für Kaninchen auseinandersetzen kann! Offenbar gibt es nichts anderes zu tun, als diese Masse festzulegen. Ich möchte Herrn Bundesrat fragen, wie er sich die Kontrolle dieser Masse überlegt hat, wie viele hauptamtliche Leute in Ihrem Departement und in den Kantonen dazu benötigt werden. Denn nur wenn ein Erlass kontrolliert wird, ist er rechtsgültig. Ich habe selber auch ein Kaninchen, und ich weiss nicht, wer dessen Stall kontrollieren kommt.

**M. Delamuraz**, conseiller fédéral: Nous avons consulté la Société suisse des lapins qui pourra assumer une certaine partie d'autocontrôles pour les HLM dont disposent ses membres! Mis à part cela, sachez que cela ne fera pas l'objet d'un appareil policier, qui serait ridicule. La Confédération a remis la tâche d'inspection aux cantons qui procéderont d'une manière légère, et feront ici ou là des sondages. Mais il n'est pas question que les inspecteurs fédéraux ou cantonaux s'introduisent dans votre demeure pour savoir si vous avez respecté, vous et vos enfants, les normes sacro-saintes que l'on a mises en place.

#### Frage 79:

##### **Steffen. Asylbewerber und Arbeitslosenversicherung Demandeurs d'asile et assurance-chômage**

*Das Arbeitslosenversicherungs-Gesetz (ALVG), welches nach 6 Monaten Arbeit Anrecht auf 85 Taggelder, nach 12 Monaten Arbeit auf 170 Taggelder und nach 18 Monaten Arbeit auf 250 Taggelder gewährt, wird auch für Asylbewerber angewandt.*

*Wie viele Asylbewerber beziehen derzeit Versicherungsleistungen aus der Arbeitslosenversicherung? Welche Summe wurde von September 1990 bis Ende August 1991 an Asylbewerber ausbezahlt?*

**M. Delamuraz**, conseiller fédéral: La conclusion zoologique a été trouvée par M. Massy: les poulets ne traqueront pas le lapin!

J'en viens à quelque chose de fort préoccupant, soit la question de M. Steffen: demandeurs d'asile et assurance-chômage. L'article 34novies de la constitution stipule que l'assurance-chômage est obligatoire pour l'ensemble des travailleurs en Suisse, quel que soit leur statut et quelle que soit la nature de leur autorisation de séjour.

Les requérants d'asile sont par conséquent, comme tous les autres travailleurs, soumis à l'obligation de cotiser à l'assurance-chômage, donc soumis au bénéfice éventuel des prestations sociales qui découlent de cette cotisation. Vous savez, Monsieur Steffen, que des règles existent et qu'elles valent pour eux comme pour les autres assurés à l'assurance-chômage. Il faut avoir cotisé durant six mois au minimum, attesté d'une recherche d'emploi, été capable d'accepter un travail convenable et il faut s'attendre enfin à une pénalisation en cas de chômage fautif. Il serait tendancieux dans ce cas-là, naturellement, de ne parler que des prestations que ces demandeurs d'asile reçoivent de l'assurance-chômage, en omettant

complètement leur participation au financement de cette même assurance.

Vous me demandez des chiffres; nous allons les rechercher. Ils n'apparaissent pas dans les statistiques périodiques régulières. Il faut donc les déduire des statistiques cantonales, engager l'informatique, ce qui n'est pas très compliqué, mais cela réclamera un peu de temps. Je vous promets que je vous indiquerai ces chiffres dès que nous serons en leur possession, et ils pourront illustrer mon propos. Je pense, Monsieur Steffen, pour parler très directement et avant que nous ayons ces chiffres sous les yeux, que les demandeurs d'asile représentent évidemment une catégorie de travailleurs à risques et à problèmes. Je veux donc bien croire qu'il y a, en proportion, davantage de difficultés à reclasser ces gens qu'il y en a, en général, dans les autres catégories de la population active de notre pays. Je pense par conséquent – et c'est une appréciation qui doit être étayée par les chiffres – qu'une partie plus importante d'entre eux bénéficie de l'assurance-chômage que ce n'est le cas pour les autres catégories. Les chiffres nous renseigneront utilement dans quelque temps.

#### Frage 80:

**Bäumlin. Virusinstitut in Mittelhäusern/BE. Ausstehende Antwort auf Einfache Anfrage**  
**Institut d'étude des virus de Mittelhäusern/BE. Réponse à une question ordinaire**

*Auf meine Einfache Anfrage vom 21. März 1991 zum Virusinstitut in Mittelhäusern – nämlich wer die Kontrolle darüber personell und strukturell ausübe –, habe ich bis heute keine Antwort erhalten. Was ist der Grund für diese reglementswidrige Verzögerung?*

M. Delamuraz, conseiller fédéral: La construction de cet institut est en voie d'achèvement à Mittelhäusern et cet institut fait partie intégrante de l'Administration fédérale. Ce n'est pas un office indépendant ou détaché. Par conséquent, il est soumis en tant que tel au contrôle ordinaire de l'administration, celui qu'opèrent le Conseil fédéral et le Parlement, entre autres par le truchement de sa Commission de gestion.

Compte tenu des activités très particulières qui se développent dans cet institut, il est de surcroît soumis à un contrôle pour les mesures de sécurité, de protection de la population et de l'environnement tout particulièrement, qui sont liées au type d'activité que conduit cet institut. Or, la commune de Köniz, sur le territoire de laquelle est édifié ce bâtiment, prévoit, outre les contrôles fédéraux officiels qui obéissent à la loi, une sorte de contrôle par une commission spéciale communale, se superposant au moins partiellement à l'activité de contrôle que la Confédération a l'ordre et l'obligation d'assumer. Cela pose naturellement quelques questions de compétence, de partage des responsabilités entre l'autorité fédérale et l'autorité communale, de doubles emplois parfaitement inutiles, je dirais même superfétatoires.

C'est la raison pour laquelle j'ai chargé le directeur de l'Office vétérinaire fédéral de prendre langue avec la commune de Köniz et d'examiner dans quelle mesure elle pourrait, le cas échéant, être associée aux différents contrôles à effectuer, tant au point de vue de la protection des eaux qu'à celui de la sécurité biologique de cet institut. Nous pourrions donner une réponse définitive et fixer clairement les responsabilités lorsque ces pourparlers seront terminés. De toute façon, on dispose encore de quelques semaines avant que l'institut n'entre en fonction, mais cela sera réglé au moment où l'institut commencera son activité.

#### Question 82:

**Meizoz. TGV-Verbindungen nach Frankreich**  
**Liaisons TGV avec la France**

*Suite à ma question ordinaire du 19 juin écoulé, le Conseil fédéral exprime l'avis qu'il n'est pas judicieux de modifier la politique visant à favoriser entre autres lignes TGV celle devant relier Mâcon à Genève. Après la récente publication par la SNCF du tableau des nouvelles lignes TGV avec leurs taux de rentabilité fi-*

*nancière et socio-économique et compte tenu du fait que la liaison Mâcon–Genève n'y figure pas, le Conseil fédéral est prié de répondre aux questions suivantes:*

*– S'agissant des groupes de travail franco-suisse appelés à proposer des solutions concrètes au problème des relations TGV touchant notre pays, quelle en est la composition (collectivités publiques, organismes etc. en faisant partie), qui en sont leurs interlocuteurs du côté français, depuis quand sont-ils à pied d'oeuvre et dans quels délais feront-ils connaître le résultat de leurs discussions avec nos partenaires français?*

*– Dans le contexte actuel et vu l'évolution de ce dossier, le Conseil fédéral est-il toujours d'avis qu'une participation de la Confédération et des CFF au financement de la ligne Mâcon–Genève est souhaitable et, le cas échéant, possible?*

*– La prise de position du Conseil fédéral du 28 août 1991 est-elle encore d'actualité en un moment où il apparaît que la carte du TGV Rhin-Rhône et ses prolongements vers notre pays mérite une attention prioritaire?*

Bundesrat Ogi: Herr Meizoz geht davon aus, dass der TGV-Leitplan vom 14. Mai 1991 die Linie Mâcon–Genf nicht enthalte. Diese Auffassung ist falsch; der TGV-Leitplan enthält alle schweizerischen Optionen. Die schweizerisch-französische Arbeitsgruppe ist schweizerischerseits aus den Mitarbeitern des Bundesamtes für Verkehr und der SBB zusammengesetzt und wird von der «Conférence ferroviaire romande» begleitet. Bei den weiteren Verhandlungen mit Frankreich wird die schweizerische Beteiligung Gegenstand bleiben. Zu prüfen ist aber auch eine private Finanzierung, Sie wissen es, Herr Meizoz. Die Haltung des Bundesrates vom 28. August 1991 hat sich nicht geändert. Sie bleibt bestehen.

#### Frage 83:

**Schüle. Fernsehen DRS. Publikationen**  
**Télévision DRS. Publications**

*Seit vergangenem Mai gibt die «Kassensturz»-Redaktion des Schweizer Fernsehens DRS die Zeitschrift «K-Tip» als Begleitmedium zur Sendung «Kassensturz» heraus, in der dieselben Themen von weitgehend denselben Medienleuten vertieft behandelt werden. Damit verfügt das Fernsehen DRS faktisch über ein Presseorgan mit informierendem und meinungsbildendem Charakter, für das im «Kassensturz» wiederum regelmässig geworben wird.*

*In rechtlicher Hinsicht stellt sich die Frage der Vereinbarkeit mit dem öffentlich-rechtlichen Auftrag gemäss der Konzession vom 5. Oktober 1987. Sind solche Publikationen an rechtliche und sachliche Auflagen gebunden? Werden die Fernsehmitarbeiter für ihre Artikel entschädigt, oder wird das formal private Publikationsorgan indirekt mit SRG-Mitteln subventioniert?*

*In medienpolitischer Hinsicht stellt sich die Frage, ob die SRG nicht in unzulässiger Weise die Print-Medien konkurrenziert. Ist der «K-Tip» ein Einzelfall, oder plant die SRG weitere derartige Publikationen?*

Bundesrat Ogi: Die Herausgabe der Zeitschrift «K-Tip» ist mit der Konzession vereinbar. Sie liegt im unternehmerischen Ermessen der SRG. Diese Zeitschrift soll die «Kassensturz»-Redaktion von allgemeinen Umtrieben entlasten. Es ist somit quasi eine Dokumentation zur Sendung. Zudem enthält der «K-Tip» keine Inserate. Damit entfällt auch eine wirtschaftliche Konkurrenzierung von Presseerzeugnissen. Diese Zeitschrift wird durch die SRG nicht subventioniert, ja sie soll sogar nach einer Startphase einen Gewinn abwerfen, an dem die SRG teilhaben kann. Hauptzweck dieser Zeitschrift ist aber die verstärkte Zuschauerbindung. Die «Kassensturz»-Mitarbeiter dürfen laut SRG maximal vier Stunden pro Monat in ihrer Freizeit für diesen «K-Tip» arbeiten. Sie werden dafür vom Verleger der Konsumenten-Info AG entschädigt.

Schüle: Vorweg besten Dank für diese Information. Wir sind uns also einig, dass die Aufgabe der SRG primär darin besteht, gutes Radio und Fernsehen zu machen und nicht Zeitungen und Zeitschriften herauszugeben. Eine gewisse Ungeheimtheit besteht darin, dass dieser «K-Tip» offenbar rentieren und die SRG daran beteiligt sein soll; dabei steht im Impres-

sum: «Der 'K-Tip' ist eine nicht gewinnorientierte Zeitung zur Sendung 'Kassensturz'.»

Herr Bundesrat: Können Sie bestätigen, dass es weder wünschenswert noch zulässig ist, wenn die SRG ihre Sendungen mit eigenen Presseorganen begleitet? Sind Sie auch der Meinung, dass Macht – die SRG mit ihrem Monopol ist eine Macht – auch im Medienbereich unabhängig kontrolliert bleiben muss?

Die Frage wurde nicht beantwortet: Plant die SRG weitere derartige Publikationen? Ich bitte Sie, Klarheit zu schaffen.

Bundesrat **Ogi**: Der «K-Tip» ist im Moment die einzige derartige Publikation der SRG. Die SRG schliesst aber für die Zukunft weitere Publikationen nicht aus. Auch für künftige Fälle muss sie allerdings im konzessionsrechtlichen Rahmen bleiben. Zulässig wäre ein solches Druckerzeugnis nur in der Form, die ich erläutere habe.

#### Frage 84:

##### **Sager. Einsparungen bei den PTT Economies aux PTT**

*In der PTT-Budgetdebatte vom 4. Dezember 1989 hatte ich im Zusammenhang mit der Automatisierung des Postcheckverkehrs meinen Verschiebungsantrag für die entsprechenden Verpflichtungskredite aufgrund der im Rat abgegebenen Zusicherungen zurückgezogen. Nachträglich musste ich feststellen, dass die Angaben falsch waren und ich erneut ausmanövriert wurde. Meine Intervention beim Bundesrat führte zur Freigabe des damals beantragten Tests, mittlerweile von der Abteilung Forschung der PTT durchgeführt. Die Ergebnisse liegen vor: Projektkosten 50 statt 500 Millionen, jährliche Einsparungen an Betriebskosten von rund 100 Millionen, landesweite Einführung bis Ende 1992.*

*Ich frage den Bundesrat an:*

*– was er zu tun gedenkt, um die PTT-Betriebe zu veranlassen, dieses Projekt endlich voranzutreiben, um das Einsparpotential rasch wahrzunehmen;*

*– ob er angesichts dieser möglichen Einsparungen nicht vorläufig auf die Erhöhung der PTT-Steuern verzichten kann.*

Bundesrat **Ogi**: Die PTT evaluieren und überprüfen gegenwärtig die von drei Firmen erhaltenen Konzepte und Offerten sowie den Bericht der Direktion «Forschung» nach einheitlichen Kriterien. Diese umfassen vor allem betriebswirtschaftliche Vorgaben. Die von Herrn Nationalrat Sager genannten Projekt- und Betriebskosten der V-Lösung sind deshalb heute noch nicht erhöht. Bevor die Wirtschaftlichkeitsprüfung vorliegt, kann der Bundesrat zu den genannten Kosten nicht abschliessend Stellung nehmen.

Ebenfalls zu überprüfen ist im Auftrag der GPK des Ständerates die Zahl der Postcheckämter. Der Entscheid des Generaldirektoriums und des Verwaltungsrates PTT über die definitive Automatisationslösung ist für Januar 1992 vorgesehen. Dabei ist auch ein aussenstehender Experte beteiligt.

Der Bundesrat hat in der gegenwärtigen Phase der Offertenprüfung keinen Anlass, in ein laufendes Verfahren einzugreifen. Er wird den Gang des Geschäftes jedoch genau verfolgen und sich informieren lassen. Tarifvorlagen der PTT werden aufgrund der Ertragskostenentwicklung des gesamten Unternehmens ausgearbeitet. Die zu wählende Automatisationsvariante im Teilbereich Zahlungsverkehr wird diese Entwicklung nicht in einem Masse beeinflussen, die einen Verzicht auf die Erhöhung der PTT-Steuern für 1992 gestatten könnte. Im übrigen wird der Bundesrat die Tarifvorlage zu gegebener Zeit ganz sicher genauestens prüfen.

**Sager**: Vielen Dank für Ihre Antwort. Der Eindruck verstärkt sich, dass man auf zwei, drei Etagen der PTT-Generaldirektion sehnlichst auf mein Ausscheiden aus diesem Parlament wartet. Daher meine Frage: Ahnen Sie, Herr Bundesrat, dass ich mich auch als Demissionär und sogar als Emigrant weiterhin und womöglich noch wirksamer einsetzen werde für diesen rationalen und ungleich billigeren Lösungsvorschlag «V», der übrigens der einzige war, der am Stichtag 15. September fertig vorlag? Verzögerungen wären nicht mehr zu tolerieren.

Bundesrat **Ogi**: Auch wenn Sie Emigrant werden sollten, kann ich Ihnen versichern, dass Sie dieses Geschäft weiterhin begleiten dürfen. Ich möchte Sie dazu einladen, dies zu tun. Der Bundesrat wird seinerseits dem Geschäft die ganz grosse Beachtung schenken.

#### Frage 85:

##### **Thür. Abbruch des Forschungsreaktors Diorit im Paul-Scherrer-Institut**

##### **Démontage du réacteur Diorit à l'Institut Paul Scherrer**

*Derzeit wird im Paul-Scherrer-Institut in Würenlingen der Forschungsreaktor Diorit zerlegt. Im Rahmen einer Berichterstattung des Fernsehens DRS vom 19. September 1991 («Schweiz Aktuell») wurde festgestellt, dass radioaktive Abfälle von einem früheren Umbau des Diorit in einer 1970 erstellten Grube direkt neben der Diorithalle gelagert werden. Der zuständige Beamte will sich nicht dazu äussern, ob die Anlage den Sicherheitsvorschriften von heute noch genügt.*

*In diesem Zusammenhang möchte ich den Bundesrat fragen: Erfüllt die Grube die heutigen Sicherheitsvorschriften, insbesondere unter Berücksichtigung der Tatsache, dass die Depone ins Grundwasser ragt?*

*Wo werden die radioaktiven Abfälle des Diorits, der derzeit zerlegt wird, gelagert?*

Bundesrat **Ogi**: Herr Nationalrat Thür hat zwei Fragen gestellt. Zur Frage 1: Die Grube erfüllt die Schutzziele auch der heutigen Sicherheitsvorschriften. Ueber diese wacht die Hauptabteilung für die Sicherheit der Kernanlagen, die HSK. Die Grube ist gegen Grundwasser abgedichtet. Als zusätzliche Sicherheitsmassnahme wird eine kontinuierliche Ueberwachung auf Wasservorkommen durchgeführt.

Zur Frage 2: Die beim Abbruch der Diorit-Anlagen anfallenden Abfälle werden zum grossen Teil in einen inaktiven Zustand überführt. Diese haben also keine Strahlung mehr und werden nach Freigabe durch die HSK als normales Altmaterial entsorgt. Was an aktivem Material noch verbleibt, wird zusammen mit andern Abfällen des PSI in neuen Zwischenlagern des Bundes aufbewahrt.

**Thür**: Ich danke Ihnen für die Beantwortung der Frage. Nachdem ich diese Frage gestellt hatte, hörte ich – ich bin aber nicht sicher, ob das zutrifft –, dass auf dem Gelände des PSI noch weitere radioaktive Abfälle lagern sollen, also neben dieser Grube, die Sie als sicher beurteilen.

Trifft dieser Sachverhalt zu? Wenn ja, was sind das für Abfälle, die anderswo auf diesem Gelände noch vorhanden sind?

Bundesrat **Ogi**: Ich kann Ihre Frage nicht beantworten.

Ihre Anfrage datiert vom letzten Mittwoch. Was in der Zwischenzeit gegangen ist, habe ich nicht abgeklärt. Ich werde Ihnen schriftlich antworten und sagen, ob da weitere Lagerungen vorgesehen sind oder nicht.

#### Frage 86:

##### **Reimann Maximilian. Beantwortungsfrist für Einfache Anfragen**

##### **Questions ordinaires. Délai de réponse**

*Gemäss Geschäftsreglement sind Einfache Anfragen «in der Regel vor der nächsten Session» zu beantworten. Was hat den Bundesrat veranlasst, die Antwort auf meine Einfache Anfrage 91.1016 betreffend Bundesaufträge vom 24. Januar 1991 bis auf die überübernächste Session (16. September 1991) zurückzuhalten, obwohl die gewünschten Auskünfte an und für sich leicht zu beschaffen waren?*

##### **Réponse écrite du Conseil fédéral**

La question ordinaire de M. Reimann concernait deux objets distincts: d'une part, l'étude confiée par la Confédération sur le problème des déchets et, d'autre part, le mandat attribué à la commission d'experts chargée de préparer la révision de la loi sur les fonds de placement. Après avoir élaboré la réponse à la première question, le département concerné au premier chef a transmis le dossier à la Chancellerie fédérale.

On ne saurait affirmer que les informations ont été réunies sans difficulté. La Confédération ne tient pas de registre central des mandats qu'elle confie à des experts, sauf pour ce qui concerne le domaine du traitement électronique des données. Il a donc fallu questionner tous les offices fédéraux, ce qui a occasionné un travail administratif considérable. De plus, le Conseil fédéral a décidé de compléter un premier projet de réponse: cette démarche a nécessité d'autres recherches intensives auprès des départements.

**Frage 87:**  
**Cincera. Jugoslawische Arbeitskräfte in der Schweiz**  
**Main-d'oeuvre yougoslave en Suisse**

*Im Zusammenhang mit den politischen Ereignissen in Jugoslawien beschloss der Bundesrat einschränkende Massnahmen gegenüber Arbeitnehmern aus diesem Lande. Diese Massnahme wurde der Presse mitgeteilt, ohne dass vorher oder mindestens gleichzeitig die Fremdenpolizeinstellen und Arbeitsämter der Kantone darüber orientiert wurden. Diese wurden denn auch von Fragestellern bestürmt und konnten keine Auskünfte geben.*

*Ich frage den Bundesrat:*

- Aufgrund welcher Ueberlegungen bedient er die Presse mit solchen Informationen, ohne vorher die Vollzugsorgane der Kantone informiert und mit den entsprechenden Weisungen bedient zu haben?
- Ist der Bundesrat nicht der Meinung, dass damit einer allgemeinen Verunsicherung Vorschub geleistet wird?
- Was gedenkt der Bundesrat zu unternehmen, um solche Kommunikationsabläufe zu verbessern?

*Réponse écrite du Conseil fédéral*

La Chancellerie fédérale a coutume d'informer les journalistes par écrit des décisions du Conseil fédéral. En outre, une conférence de presse a lieu après chaque séance du Conseil fédéral. Le gouvernement et la Chancellerie remplissent par là même un mandat législatif.

Par ailleurs, la Chancellerie fédérale envoie aux chancelleries d'Etat le jour même, par téléfax, les informations susceptibles de les intéresser. C'est bien ce qu'elle a fait lundi dernier à propos des décisions du Conseil fédéral relatives aux travailleurs yougoslaves. En plus, l'Office fédéral des étrangers a envoyé cette décision le jour même par téléfax aux services de la police des étrangers et offices du travail cantonaux.

Enfin, lesdits services cantonaux avaient déjà été informés de cette décision le 8 juillet 1991 par une circulaire de la Confédération indiquant qu'il fallait cesser de renvoyer des Yougoslaves et qu'une solution était en voie d'élaboration pour les nouvelles requêtes. Conformément à la décision du Conseil fédéral, ce dernier point devra être discuté avec les cantons.

**Question 88:**  
**Ziegler. Sowjetische Fluchtgelder in der Schweiz**  
**Capitaux soviétiques réfugiés en Suisse**

*Selon des sources internationales et russes dignes de confiance, les bureaucrates soviétiques auraient illégalement transféré depuis 1987 des sommes, des métaux précieux etc. s'élevant à plus de 12 milliards de dollars sur des comptes en banque étrangers. La majeure partie de ces capitaux en fuite aurait été camouflée auprès et grâce à l'active complicité de grandes banques suisses.*

*Le Conseil fédéral peut-il nous dire:*

- quel est le montant des capitaux en fuite en liquide, dépôts d'or etc. d'origine soviétique (URSS et républiques) réfugiés en Suisse?
- quel sont les mesures urgentes que le Conseil fédéral entend prendre afin de mettre fin au pillage des ressources soviétiques?

*Schriftliche Antwort des Bundesrates*

Laut Bankenstatistik der Schweizerischen Nationalbank betragen die Verpflichtungen der Schweizer Banken gegenüber der UdSSR Ende 1990 2,7 Milliarden Franken, davon 2,65 gegenüber sowjetischen Banken. Dazu kommen Treuhandverpflichtungen der Schweizer Banken von 46 Millionen Franken

gegenüber der UdSSR per Ende 1990. Weitere Angaben, insbesondere über Guthaben von Privatpersonen, hat der Bundesrat nicht. Er fasst demzufolge auch keine dringlichen Massnahmen ins Auge.

**Frage 89:**  
**Ruf. Bewachung der «grünen Grenze» durch Armee-Einheiten**

**Surveillance militaire de la frontière en rase campagne**

*Nach Angaben des österreichischen Innenministers Franz Löschnak war der Militäreinsatz zum besseren Schutz der Grenze Oesterreichs vor illegal einwandernden Asylbewerbern bisher sehr erfolgreich: Die 1500 bis 2000 Armeeinghörigen, welche entlang der 800 Kilometer langen österreichischen Grenze zu den Oststaaten im Einsatz sind, griffen in den ersten sechs Monaten 10 000 illegal Eingereiste auf.*

*Da die illegale Einwanderung (vor allem von Wirtschaftsasylanten) in die Schweiz immer bedrohlichere Ausmasse erreicht und das Grenzwachtkorps für eine auch nur annähernd ausreichende Kontrolle der Landesgrenze völlig unterdotiert ist, wird der Bundesrat angefragt:*

- Wann endlich setzt er Armee-Einheiten zur Bewachung der «grünen Grenze» vor illegalen Eindringlingen ein? Weshalb ist dieser Schritt nicht schon längst erfolgt?
- Falls er einen solchen Militäreinsatz in nächster Zeit nicht anzuordnen gedenkt: Weshalb kann Oesterreich – als ebenfalls demokratischer und neutraler Kleinstaat – dieses wirksame Instrument einsetzen, nicht aber die Schweiz, die unter einer ähnlich grossen illegalen Einwanderungswelle zu leiden hat?

*Schriftliche Antwort des Bundesrates*

Der Bundesrat vertritt seit jeher die Auffassung, ein Einsatz von Truppen an der Grenze komme nur in Frage, wenn alle anderen Möglichkeiten der Asylpolitik erschöpft seien bzw. bei einer ausserordentlichen Lage. Eine solche würde beispielsweise dann vorliegen, wenn der Flüchtlingsstrom weiter stark ansteige und sich die Schweiz kurzfristig mit einer sehr grossen Zahl zusätzlicher Emigranten befassen müsste.

Da die genannten Kriterien nicht erfüllt sind, steht für den Bundesrat ein Einsatz von Teilen der Armee an der Grenze zurzeit nicht zur Diskussion. Er hat jedoch im Sommer 1991 die betroffenen Departemente beauftragt, die notwendigen rechtlichen und organisatorischen Massnahmen vorzubereiten, damit bei Bedarf das Grenzwachtkorps der Eidgenössischen Zollverwaltung rasch mit Truppen verstärkt werden könnte.

Es steht nicht von vornherein fest, dass ein Truppeneinsatz die erhoffte Wirkung erbrächte. Wohl kann davon ausgegangen werden, dass mit zusätzlichen Kräften die illegalen Grenzübertritte und das Schlepperwesen weiter erschwert würden. Eine flächendeckende Ueberwachung der schweizerischen Landesgrenzen ist jedoch nicht möglich. Darin liegt ein deutlicher Unterschied zur Lage an der Grenze zwischen Oesterreich und Ungarn.

Die in diesem Bereich bestehenden Probleme sind nicht durch militärische Mittel, sondern primär durch eine wirksame Abstimmung der Asyl- und Migrationspolitik zu lösen.

Der Bundesrat hofft, mit den neu getroffenen Massnahmen eine wesentliche Verbesserung der Situation zu erreichen. Die Zahlen der letzten Monate scheinen dies zu bestätigen. Um die Attraktivität der Schweiz als Einwanderungsland zu mindern, wird der Bundesrat zusätzliche Massnahmen zur Reduktion der arbeitsmarktpolitisch motivierten Asylgesuche überlegen. Dazu gehören vor allem einschränkende Vorkehrungen im Bereich der Unterbringung der Asylgesuchsteller. Es wird insbesondere geprüft, ob Asylbewerber, vor allem die illegal eingereisten, ausschliesslich in Kollektivunterkünften zu beherbergen sind.

**Frage 90:**  
**Hess Peter. Steuer auf Spezialitätenbranntwein**  
**Imposition des eaux-de-vie de spécialités**

*Mit Verordnung vom 31. August 1991 hat der Bundesrat die Steuer auf Spezialitätenbranntwein von Fr. 18.50 auf Fr. 21.50 erhöht. Von dieser Massnahme betroffen sind unsere einheimischen Verarbeiter von Steinobst. Mit der Verteuerung ihrer Pro-*

dukte sinkt die Konkurrenzfähigkeit gegenüber ausländischen Billigimporten.

*Ich frage den Bundesrat:*

*Ist er nicht auch der Meinung, dass die Steuererhöhung Artikel 22 Alkoholgesetz widerspricht, der dem Produzenten «ein angemessenes Entgelt» für die Rohstoffe zusichert?*

*Schriftliche Antwort des Bundesrates*

Die Alkoholsteuern wurden letztmals 1975 erhöht. Seit dann bis heute ist eine Inflation von rund 60 Prozent zu verzeichnen; gleichzeitig verdoppelte sich das Volkseinkommen pro Kopf der Wohnbevölkerung nahezu. Der Produzentenpreis für Brennirschen stieg von 1975 bis 1990 um 25 Prozent. Die 16-prozentige Erhöhung der Steuer auf Spezialitätenbranntwein ist daher bescheiden. Trotz dieser Erhöhung bleibt das Kostenverhältnis Steuer/Rohstoffanteil gleich. Somit bleibt dem Produzenten das angemessene Entgelt für seinen Rohstoff weiterhin gesichert.

Auch nach der Steuererhöhung wird ausländischer Steinobstbranntwein mit einer fast 50 Prozent höheren Fiskalabgabe belastet als inländischer. Der Schutz vor Billigimporten bleibt erhalten.

*Ordnungsantrag Bonny*

Das Geschäft 90.780, Motion des Ständerates, Revision des Raumplanungsgesetzes, ist in der dritten Sessionswoche zu behandeln.

*Motion d'ordre Bonny*

Traiter l'objet 90.780, motion du Conseil des Etats, révision de la loi sur l'aménagement du territoire, au cours de la troisième semaine de la session.

**Bonny:** Ich habe den Ordnungsantrag gestellt, unterstützt und ermuntert von einigen Kollegen aus dem Rate, dass wir – entgegen dem neu vorgeschlagenen Programm – in der dritten Woche die Motion des Ständerates (Zimmerli), Revision des Raumplanungsgesetzes, behandeln. Ich darf annehmen, dass Sie wissen, worum es geht. Die «NZZ» hat diese Motion unter dem richtigen Titel «Dynamischere Raumplanung im Interesse einer leistungsfähigen Landwirtschaft» umschrieben. Es ist nicht Aufgabe eines Ordnungsantrages, die materielle Behandlung vorwegzunehmen. Ich möchte nur auf zwei Punkte hinweisen:

1. Diese Motion ist absolut spruchreif. Ich erinnere daran, dass sie im Oktober 1990 eingereicht wurde, dass der Ständerat sie in der Frühjahrsession dieses Jahres mit 26 zu 5 Stimmen angenommen hat – also mit einem klaren Mehr – und dass nun die nationalrätliche Kommission, die diese Motion behandelt hat, uns ebenfalls mit 14 zu 7 Stimmen – also mit klarer Mehrheit – Annahme empfiehlt. Also klare Mehrheiten!

2. Es spielt ein psychologisches Moment hinein. Wir haben diese Woche vorgesehen, dass noch eine Aussprache über Europageschäfte stattfindet. Das ist zwar aktuell, man könnte sich aber fragen, ob der Zeitpunkt dafür absolut richtig gewählt ist.

Ich beantrage Ihnen jetzt nicht, diese Aussprache über Europageschäfte zu streichen, ich verweise nur auf den Zusammenhang: Unsere Landwirtschaft, aber auch die Gartenbau- und Gemüsebaubetriebe kommen gerade wegen dieser europapolitischen Komponente unter wachsenden Druck. Es wäre also für diese Leute psychologisch gar nicht gut, ja, sogar verheerend, wenn wir hier einmal mehr die x-te Europadebatte einbauen und gleichzeitig ein berechtigtes Anliegen von der Traktandenliste absetzen würden.

Zum Schluss kann ich Ihnen sagen: Nach der ursprünglichen Planung war vorgesehen, dass die Motion des Ständerates (Zimmerli) in Kategorie III kommt. Die Debatte wäre also nicht sehr zeitaufwendig, wenn sie auch noch Platz findet.

Mein Antrag ist also, dass man die Motion des Ständerates (Zimmerli) nun endlich auch in diesem Rat behandelt.

**Präsident:** Ich mache Sie darauf aufmerksam, dass die Fraktionspräsidentenkonferenz am letzten Donnerstag morgen die neue Planung ausgearbeitet und Ihnen vorgelegt hat. Wenn

wir dieses Geschäft aufnehmen, haben wir ein anderes Geschäft dafür abzusetzen.

*Abstimmung – Vote*

Für den Ordnungsantrag Bonny	42 Stimmen
Dagegen	44 Stimmen

*Ordnungsantrag Rechsteiner*

Die parlamentarische Initiative 89.234, Militärstrafgesetzbuch, Abschaffung der Todesstrafe, ist noch während der Herbstsession zu behandeln (Kategorie V).

*Motion d'ordre Rechsteiner*

Traiter l'initiative parlementaire 89.234, Code pénal militaire, abolition de la peine capitale, encore durant la session d'automne (catégorie V).

**Rechsteiner:** Ich möchte Ihnen in Übereinstimmung mit Mitgliedern der Petitions- und Gewährleistungskommission aus allen Fraktionen den Antrag stellen, die parlamentarische Initiative «Abschaffung der Todesstrafe» noch während der Herbstsession zu behandeln.

Das Geschäft kann dabei in Kategorie V eingeteilt, also im schriftlichen Verfahren behandelt werden. Das hätte zur Folge, dass die Behandlung in wenigen Minuten über die Bühne gehen kann und keine zusätzliche Zeit eingesetzt werden muss. Im Unterschied zum vorangehenden Ordnungsantrag Bonny braucht es für die Behandlung dieses Geschäfts keine zusätzliche Zeit.

Das Geschäft selber geht auf die parlamentarische Initiative Pini zurück und ist insgesamt bald einhalb Jahre alt. Vor einem Jahr haben Nationalrat und Ständerat auf eine Motion hin der Initiative oppositionslos zugestimmt. Der Bericht der Petitions- und Gewährleistungskommission mit dem ausgearbeiteten Gesetzentwurf ist nun auch bereits wieder ein halbes Jahr alt.

Nicht einmal der Bundesrat hat irgendwelche Einwände. Somit sind alle Voraussetzungen dafür gegeben, dass die Schweiz die Todesstrafe noch 1991 definitiv beseitigen kann. Möglich wird dies aber nur dann, wenn das Geschäft im Nationalrat noch während der Herbstsession behandelt wird.

Ich bitte Sie deshalb, dem Ordnungsantrag zuzustimmen.

**Mme Jeanprêtre:** En tant que présidente de la Commission des pétitions et de l'examen des constructions cantonales, j'aimerais faire un double constat: tout d'abord, l'initiative de M. Pini a rencontré l'unanimité au sein de la commission. Par ailleurs, lorsque nous avons siégé, nous ne connaissions pas encore les catégories qui étaient attribuées, mais le fait qu'il y ait eu unanimité aurait immanquablement classé cet objet en catégorie V. De plus, le Conseil fédéral n'avait pas encore fait connaître sa prise de position au moment où l'ordre du jour présent avait été établi; c'est chose faite actuellement. Rien ne s'oppose donc à ce que cet objet, politiquement important, soit traité le plus rapidement possible, soit durant cette session. Comme il est en catégorie V, cela ne devrait prendre que peu de temps. Je vous remercie, à titre personnel, de soutenir la proposition de M. Rechsteiner.

**M. Pini:** J'ai présenté cette initiative, la discussion a déjà eu lieu et il y a déjà eu une prise de position largement positive. En l'occurrence, je vous prie de considérer que nous sommes en train de conclure la législature. Or, vu l'indication de classe pour ce débat, ne laissez pas passer, avec cette initiative très importante pour l'évolution du droit suisse, à l'égard surtout du Code pénal militaire, l'occasion de trancher définitivement. Je vous prie, en dépit de vos positions – vous avez déjà discuté à fond et vous vous êtes prononcés sur ce sujet – d'éviter que l'objet ne soit renvoyé e «alle calende greche». Je vous prie donc d'appuyer la proposition pour que le débat ait encore lieu cette semaine, en catégorie V.

**Präsident:** Ich mache Sie darauf aufmerksam, dass der Bericht letzte Woche ausgeteilt worden ist.

Die Kommission beantragt, das Geschäft in der Kategorie IV zu behandeln. Der Ordnungsantrag Rechsteiner lautet auf Behandlung in dieser Woche in Kategorie V.

*Abstimmung – Vote*

Für den Ordnungsantrag Rechsteiner 52 Stimmen  
Dagegen 43 Stimmen

91.426

**Parlamentarische Initiative  
(Kommission 91.414)  
Bundesgesetz über die Stempelabgaben.  
Aenderung**

**Initiative parlementaire  
(Commission 91.414)  
Loi fédérale sur les droits de timbre.  
Modification**

Bericht der Kommission vom 16. September 1991 (BBI IV)  
Rapport de la commission du 16 septembre 1991 (FF IV)

Stellungnahme des Bundesrates vom 23. September 1991 (BBI IV)  
Avis du Conseil fédéral du 23 septembre 1991 (FF IV)

Kategorie III, Art. 68 GRN – Catégorie III, art. 68 RCN

*Antrag der Kommission*  
Eintreten

*Antrag der grünen Fraktion*  
Nichteintreten

*Antrag Leuenberger-Solothurn*  
Nichteintreten

*Antrag Borel*  
Rückweisung an die Kommission  
mit dem Auftrag, eine für den Bund steuerlich neutrale Vorlage  
auszuarbeiten.

*Proposition de la commission*  
Entrer en matière

*Proposition du groupe écologiste*  
Ne pas entrer en matière

*Proposition Leuenberger-Soleure*  
Ne pas entrer en matière

*Proposition Borel*  
Renvoi à la commission  
avec mission de faire une proposition fiscalement neutre pour  
les finances fédérales.

**Nebiker**, Berichterstatter: Die Notwendigkeit der Revision des Stempelsteuergesetzes ist weitgehend unbestritten. Im Interesse des Finanzplatzes Schweiz und unserer Wettbewerbsfähigkeit müssen Stempelsteuern aufgehoben oder mindestens reduziert werden. Das hat schon der Bundesrat in seiner Botschaft zur Neuordnung der Bundesfinanzen im Jahr 1989 festgestellt. Das wird auch im Bericht des Bundesrates vom 23. September dieses Jahres bestätigt.

Das Parlament ist diesen Ueberlegungen schon seinerzeit gefolgt mit dem Entscheid zur Revision des Stempelsteuergesetzes vom 14. Dezember 1990. Leider konnte die Revision nicht in Kraft gesetzt werden, weil die Stimmbürger das Finanzpaket, in das die Gesetzesrevision eingebunden war, abgelehnt haben.

Das Problem, nämlich die schwindende Attraktivität und Wettbewerbsfähigkeit auf den Finanzmärkten, ist aber geblieben.

Der negative Trend hat sich sogar verstärkt, weil im Ausland dereguliert wird und Abgaben weitgehend aufgehoben sind. Immer mehr Geschäfte wandern ab oder können in der Schweiz wegen der Stempelabgaben gar nicht getätigt werden. Der Ertrag der Stempelsteuern ist rückläufig. Per 31. August 1991 sind es rund 170 Millionen weniger als in der gleichen Vorjahresperiode. Es ist auch damit zu rechnen, dass Arbeitsplätze gefährdet werden, wenn nicht rasch gehandelt wird.

Ausgehend von der parlamentarischen Initiative von Kollege Feigenwinter hat die Kommission mit 13 zu 5 Stimmen einem Ordnungsantrag zugestimmt und beschlossen, die Kommissionsinitiative zu ergreifen, die materiell direkt im Rat behandelt werden kann. Damit gewinnt man Zeit, und die Gefahr der weiteren Erosion der Attraktivität des Finanzplatzes Schweiz wird gemildert.

Dieser direkte und schnelle Weg ist nach der Meinung der Kommission zudem gerechtfertigt, weil die gleiche vorbereitende Kommission und die Räte in der jetzigen Zusammensetzung die gleiche Vorlage schon einmal behandelt und verabschiedet haben. Es geht also auch um eine Effizienz der parlamentarischen Arbeit, von der so viel gesprochen wird.

In der Kommission haben sich Herr Bundesrat Stich und eine Kommissionsminderheit diesem raschen und direkten Vorgehen widersetzt. Dabei wird die Notwendigkeit der Revision des Stempelsteuergesetzes nicht bestritten. Probleme sieht die Kommissionsminderheit bei den entstehenden Steuerausfällen und den fehlenden Kompensationsmöglichkeiten. Herr Bundesrat Stich möchte zudem die Revision des Stempelsteuergesetzes erst vornehmen, wenn der Bundesrat über die Entwicklung des Bundeshaushaltes und die künftige Finanzordnung beraten habe. Die Revision des Stempelsteuergesetzes müsse in einem Gesamtzusammenhang gesehen werden.

Gemäss Beschluss des Bundesrates vom 23. September 1991 anerkennt der Bundesrat die Notwendigkeit einer schnellen Revision des Stempelsteuergesetzes. Diese müsse sich jedoch auf das Notwendigste beschränken, nur auf das, was der Konkurrenzfähigkeit des Finanzplatzes Schweiz wirklich diene. Im ausführlichen Bericht des Bundesrates heisst es allerdings noch anders. Aber ich nehme an, das Pressecommuniqué stimme.

Bei ihren Beratungen ist die Kommission von dem am 14. Dezember letzten Jahres von diesem Rat beschlossenen Gesetzestext ausgegangen. Die Vorlage wurde aber aufgrund jüngster Entwicklungen ergänzt, und zwar um folgende Punkte:

1. Aufhebung der Stempelabgaben für Sitzverlegungen ausländischer Aktiengesellschaften in die Schweiz und für Beteiligungsrechte, die mit der Durchführung von Beschlüssen über Zusammenschlüsse, Fusionen, Umwandlungen und Aufspaltungen begründet werden. Für diese Entlastung bei den Umstrukturierungen entstehen Steuerausfälle in der Grössenordnung von 60 Millionen Franken.

2. Verzicht auf eine Stempelabgabe bei der Ausgabe von Anlagefondsanteilen. Dies würde Ausfälle von rund 55 Millionen Franken verursachen.

Bei diesen beiden Ergänzungen geht es um eine Verbesserung der Rahmenbedingungen für Anlagefonds, bei den Sitzverlegungen in die Schweiz und bei Umstrukturierungen. Es sollen damit nicht nur bei den Banken bzw. beim Wertschriftengeschäft Erleichterungen geschaffen werden, sondern auch im Bereich der Unternehmungen. Diese Massnahmen stehen in einem direkten Zusammenhang mit der Schaffung oder Erhaltung von Arbeitsplätzen. Umstrukturierungen sollten bei den heute härteren Wettbewerbsbedingungen nicht noch durch Stempelsteuern erschwert werden.

Eine Kommissionsminderheit wollte ausserdem die Emissionsabgaben bei der Bildung und Erhöhung von Aktienkapital von bisher 3 auf 2 Prozent reduzieren. Diese Massnahme wäre bei einem Vergleich mit den entsprechenden Belastungen in den europäischen Ländern, die unsere Hauptkonkurrenten sind, durchaus berechtigt. Damit würden die Unternehmensgründungen und die Bildung von Risiko- und Eigenkapital erleichtert. Man würde einen echten Beitrag zur Stärkung des Wirtschaftsstandortes Schweiz leisten.

Die Mehrheit der Kommission allerdings – mit Stichentscheid

## Fragestunde

### Heure des questions

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1991
Année	
Anno	
Band	IV
Volume	
Volume	
Session	Herbstsession
Session	Session d'automne
Sessione	Sessione autunnale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	10
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	---
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	30.09.1991 - 14:30
Date	
Data	
Seite	1704-1717
Page	
Pagina	
Ref. No	20 020 337

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.